

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 681

12 mars 2015

SOMMAIRE

Aleman Cordero Galindo & Lee (Luxembourg) S.A.	32657	International Real Estate Agency	32643
Ballymore Projects Sàrl	32644	Intrasteel S.A.	32686
BALTRA Invest SA	32656	J.P. Morgan SFM General Partner Luxembourg S.à r.l.	32662
BALTRA Invest SA/SPF	32656	Kosmo Communication S.à r.l.	32662
Blumen beim Anja S.à r.l.	32655	Le Monde des Oiseaux	32651
Cashcloud AG	32644	LSREF Summer Loans, S.à r.l.	32688
CdR Capital S.à r.l.	32648	Minelli, succursale Luxembourg	32653
C.M.A. Services S.à r.l.	32644	Parfinlux S.A.	32688
Comimpex	32644	Privilege Holdings S.à r.l.	32662
Comodoro Finance SA	32644	Randstad Holding Luxembourg S.à r.l. ...	32688
Elementis Consult Luxembourg	32642	Rive Capital Holdings S.à r.l.	32648
Elementis Consult Luxembourg	32642	Ruthenium Fund S.A., SICAV-SIF	32673
ELI S.à r.l.	32687	Solidus Real Estate S.A.	32645
EOI European & Overseas Investment S.à r.l.	32643	Sopartech S.A.	32646
Eolia Invest S.à r.l.	32644	SwanCap FLP II SCSp	32650
EURO DIRECT MARKETING S.à r.l.	32642	Swaplight S.A.	32659
European Energy Development	32642	Toshi Partners	32647
Exa Industries S.A.	32642	TPL Ludwigsburg S.à r.l.	32661
Field Conseil S.à r.l.	32642	UNA Management S.à r.l.	32661
HayFin Onyx LuxCo 2 S.C.A.	32661	WH Student Accommodation Holdco S.à r.l.	32658
Inowatio S.à r.l.	32643	WH Student Accommodation Holdco S.à r.l.	32658
International Diamonds & Gems S.à r.l.	32643	Zilo S.A.	32654
International Real Estate Agency	32643	Zilo S.A., SPF	32654
International Real Estate Agency	32643		

EURO DIRECT MARKETING S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8821 Rambrouch, Zoning Industriel de Riesenhaff, Rte de Martelange.

R.C.S. Luxembourg B 101.708.

Le Bilan au 31.12.2007 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021707/9.

(150025244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

E.E.D. S.A., European Energy Development, Société Anonyme.

Siège social: L-9780 Wintrange, 66B, route de Lullange.

R.C.S. Luxembourg B 99.116.

Les comptes annuels au 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021711/9.

(150025307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Exa Industries S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, rue de l'Industrie, Coin des Artisans.

R.C.S. Luxembourg B 98.760.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021713/9.

(150025331) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Field Conseil S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4702 Pétange, 24, rue Robert Krieps.

R.C.S. Luxembourg B 123.914.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021728/9.

(150025026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Elementis Consult Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 14, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 107.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021695/9.

(150025610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Elementis Consult Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 14, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 107.833.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021694/9.

(150025529) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Inowatio S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8545 Niederpallen, 13, rue de Reichlange.

R.C.S. Luxembourg B 144.727.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021804/9.

(150025320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

International Real Estate Agency, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.467.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021806/9.

(150025754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

International Real Estate Agency, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.467.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021807/9.

(150025755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

International Real Estate Agency, Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 139.467.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021808/9.

(150025810) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

International Diamonds & Gems S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 4, avenue du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 51.625.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021821/9.

(150025352) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

EOI European & Overseas Investment S.à rl., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12F, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 80.581.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021698/9.

(150025710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Comimpex, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 20.583.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021636/9.

(150025490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Comodoro Finance SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 9B, boulevard du Prince Henri.

R.C.S. Luxembourg B 82.387.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021638/9.

(150025688) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

C.M.A. Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2523 Luxembourg, 20, rue Jean Schoetter.

R.C.S. Luxembourg B 169.227.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021589/9.

(150025344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Cashcloud AG, Société Anonyme.

Siège social: L-1128 Luxembourg, 37, Val Saint André.

R.C.S. Luxembourg B 155.416.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021590/9.

(150025314) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Ballymore Projects Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 117.143.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021558/9.

(150025041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Eolia Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1750 Luxembourg, 72, avenue Victor Hugo.

R.C.S. Luxembourg B 182.301.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021701/9.

(150025413) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 9 février 2015.

Solidus Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 23, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 133.005.

L'an deux mille quatorze, le trente et un décembre.

Par-devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Solidus Real Estate S.A., (la «Société Absorbante»), une société anonyme constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, Rue du Fossé, L-4123 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133.005 et ayant un capital social de cent mille euros (100.000.- EUR), constituée suivant acte de Maître Emile Schlessler, notaire de résidence à Luxembourg, le 11 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2722 du 27 novembre 2007, dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, le 5 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1392 le 27 juin 2011,

représentée par Monsieur Mustafa NEZAR, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'un mandat spécial accordé par résolutions du conseil d'administration de la Société Absorbante en date du 17 novembre 2014, qui est restée attachée au projet de fusion reçu par le notaire soussigné le 18 novembre 2014.

La partie comparante a requis le notaire soussigné d'acter comme suit:

1. Le projet de fusion relatif à la fusion de la Société Absorbante et sa filiale directe entièrement détenue Niederkorn-Immo S.A., une société anonyme constituée sous le droit luxembourgeois, ayant son siège social au 23, Rue du Fossé, L-4123 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 133.321 et ayant un capital social de trente et un mille euros (31.000.- EUR), constituée suivant acte de Maître Henri Hellinckx, précité, le 23 octobre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 2822 le 6 décembre 2007, dont les statuts ont été modifiés plusieurs fois et pour la dernière fois suivant acte de Maître Henri Hellinckx, précité, le 5 avril 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 1386 le 25 juin 2011 (la «Société Absorbée» et ensemble avec la Société Absorbante, les «Sociétés Fusionnantes»), a été publié au Mémorial numéro 3603 du 28 novembre 2014 (le «Projet de Fusion»);

2. Le Projet de Fusion prévoit que la fusion entre la Société Absorbée et la Société Absorbante a un effet comptable rétroactif au 1^{er} octobre 2014, étant noté qu'entre les Sociétés Fusionnantes, la fusion est effective au 31 décembre 2014;

3. Conformément à l'article 273 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée (la «Loi»), la fusion deviendra effective vis-à-vis des tiers après la publication du présent constat de fusion au Mémorial conformément à l'article 9 de la Loi;

4. Le Projet de Fusion et les comptes annuels des trois derniers exercices (disponibles) (si pertinent) des Sociétés Fusionnantes ont été mis à disposition au siège social des Sociétés Fusionnantes au moins un mois avant la date effective de la fusion entre les Sociétés Fusionnantes;

5. Aucun des actionnaires de la Société Absorbante n'a demandé la convocation d'une assemblée générale conformément à l'article 279(1)c) de la Loi; et

6. La fusion se trouve réalisée d'un point de vue comptable avec effet rétroactif au 1 octobre 2014 et d'un point de vue légal au 31 décembre 2014 et a entraîné de plein droit et simultanément les effets visés à l'article 274 de la Loi, notamment:

- la transmission universelle, tant entre la Société Absorbante et la Société Absorbée qu'à l'égard des tiers, de l'ensemble du patrimoine actif et passif de la société Niederkorn Immo à la Société Absorbante (incluant les droits et obligations résultant de contrats de travail ou de relations de travail existant à la date d'effet de la fusion qui seront transférés à la Société Absorbante à partir de la date d'effet de la fusion), a été réalisée.

Parmi ses actifs, la Société Absorbée détenait les éléments immobiliers dans un immeuble en copropriété dénommé "RESIDENCE MARIE-PAULE -NO 54A RUE FRANZ ERPELDING" sis à Differdange, 54A rue Franz Erpelding, inscrits au cadastre comme suit:

- Commune de DIFFERDANGE, section A de NIEDERCORN -

1) Numéro 2856/8446, lieu-dit: "ZWISCHEN LANTERBAENNEN", place (occupée) bâtiment état futur achèvement, contenant 4 ares 5 centiares.

2) Numéro 2856/8563, même lieu-dit, place (occupée) bâtiment état futur achèvement, contenant 23 ares 93 centiares.

a) en propriété privative et exclusive:

Jardin constituant le lot numéro 047/C/U/00, au rez-de-chaussée, avec une surface suivant cadastre de cent vingt-sept mètres carrés (127,00 m²), faisant une quotité de 1,300/1000ièmes.

b) en copropriété et indivision forcée:

un virgule trois cent millièmes des parties communes, y compris le sol ou terrain (1,300/1000ièmes).

Titre de propriété

les éléments immobiliers désignés ci-dessus appartiennent à la société anonyme "Niederborn-Immo S.A." suivant acte de vente en état futur d'achèvement reçu par Maître Aloyse BIEL, alors notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 21 décembre 2011, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg le 25 janvier 2012 volume 1868, numéro 72, suivi d'un acte rectificatif reçu par Maître Camille MINES, notaire de résidence à Capellen en date du 12 mars 2013, transcrit au deuxième bureau des hypothèques à Luxembourg le 26 mars 2013 volume 1950, numéro 94.

Que suite à la réalisation de cette fusion, les éléments immobiliers prédésignés sont devenus la propriété de la Société Absorbante.

Pouvoirs

Pour l'accomplissement des formalités concernant la partie immobilière mentionnée ci-dessus, la partie comparante donne tous pouvoirs à tout salarié de l'étude du notaire instrumentant à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs du présent acte.

La partie déclare que, pour le présent acte, elle se réfère à l'article 6 (opération de restructuration) de la loi du 19 décembre 2008.

- La Société Absorbée a cessé d'exister le 31 décembre 2014.

Le certificat de la Société Absorbante certifiant conformément à l'article 264 de la Loi la disponibilité des documents et l'absence de demande de convocation de l'assemblée générale de la Société Absorbante conformément à l'article 279 (1) c) de la Loi, a été soumis au notaire et restera, après avoir été signé ne varietur par la partie comparante et le notaire soussigné, annexé au présent acte pour être soumis avec celui-ci aux autorités d'enregistrement.

La partie comparante a ainsi demandé au notaire soussigné d'émettre le présent certificat conformément à l'article 273 de la Loi.

Déclaration

Conformément à l'article 273 de la Loi, le notaire soussigné déclare par la présente qu'il a effectué les vérifications nécessaires et certifie l'existence et la validité des actes et formalités entrepris par les Sociétés Fusionnantes et que de ce fait les conditions de l'article 279 de la Loi ont été remplies.

DONT ACTE, fait à Luxembourg date entête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la comparante, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: Nezar, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 5 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/176. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 22 janvier 2015.

Référence de publication: 2015021413/94.

(150024685) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Sopartech S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 59, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 140.984.

Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 2 juin 2014

Lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la société SOPARTECH S.A., tenue en date du 2 juin 2014, les actionnaires ont pris les décisions suivantes:

- Madame Evelyne DA SILVA ROSETA, née le 28 janvier 1975 à BOULOGNE-BILLAN COURT (France) et demeurant à L-2359 LUXEMBOURG, 44, rue Camille Polfer, est nommée administrateur de la société pour un nouveau mandat de six ans, qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale de 2020.

- Madame Marie-Hélène DELZERS, née le 04 mai 1959 à MONTAUBAN (France) et demeurant à F-92000 COLOMBES HAUTS DE SEINE, 6 Allée Molière, est nommée administrateur de la société pour un nouveau mandat de six ans, qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale de 2020.

- Madame Evelyne DA SILVA ROSETA, née le 28 janvier 1975 à BOULOGNE-BILLAN COURT (France) et demeurant à L-2359 LUXEMBOURG, 44, rue Camille Polfer, est nommée administrateur déléguée de la société pour un nouveau mandat de six ans, qui expirera à l'issue de l'Assemblée Générale de 2020.

Pour extrait conforme et sincère

Signature

Référence de publication: 2015021415/21.

(150024141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Toshi Partners, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 4, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 194.260.

—
Extrait de l'acte constitutif du 15 décembre 2014

T. Richards, une société anonyme de droit luxembourgeois dont le siège social est établi au 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B193473 (l'Associé Commandité),

a signé, le 15 décembre 2014, l'acte constitutif (l'Acte) d'une société en commandite simple (la Société) dont est extrait ce qui suit:

1. Forme. Il est établi une société en commandite simple qui sera régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, en particulier la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et par ses statuts (les Statuts).

2. Dénomination. La dénomination de la Société est Toshi Partners.

3. Siège Social. Le siège social de la Société est établi au 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4. Objet social. L'objet de la Société est l'acquisition de participations, au Luxembourg ou à l'étranger, dans toutes sociétés ou entreprises de quelque forme que ce soit. La Société peut en particulier acquérir par voie de souscription, acquisition, et échange ou par tout autre moyen, toute action, part, et autres titres de participation, obligations, titres obligataires, certificats de dépôt et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée. Elle peut participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle peut en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société peut emprunter sous toutes les formes sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres de dette et de capital de toute nature. La Société peut prêter des fonds, y compris notamment, les revenus de tous emprunts, à ses filiales, sociétés affiliées ainsi qu'à toutes autres sociétés. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever de charges ou bien créer et accorder des sûretés sur tout ou partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celles de toute autre société et, de manière générale, en sa faveur et en faveur de toute autre société ou personne. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à la gestion efficace de ses investissements et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut effectuer toutes les opérations commerciales, financières ou industrielles et toutes les transactions concernant des biens immobiliers ou mobiliers qui, directement ou indirectement, favorisent ou se rapportent à son objet.

5. Durée. La Société est constituée pour une durée indéterminée.

6. Responsabilité des Associés Commandités de la Société. L'Associé Commandité est personnellement, conjointement et solidairement responsables avec la Société de toutes les dettes qui ne peuvent pas être honorées par les actifs de la Société.

7. Gestion de la Société. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants, responsables personnellement, indéfiniment et solidairement avec la Société des engagements que les actifs de la Société ne peuvent pas couvrir (le Gérant).

Le(s) Gérant(s) sont investis des pouvoirs les plus étendus à l'effet d'accomplir tous les actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société qui ne sont pas expressément réservés par la Loi, ou les présents Statuts, à l'assemblée générale des associés.

Le(s) Gérant(s) ont les pouvoirs le plus étendus à l'effet d'accomplir et d'approuver pour le compte de la Société, tous les actes et opérations conformes aux objets de la Société.

En cas de pluralité de Gérant(s), leurs décisions sont valablement prises si elles sont adoptées par une majorité des Gérants.

8. Représentation. La Société sera engagée par la seule signature de son Gérant ou, en cas de pluralité de Gérants, tout Gérant ou par la seule signature de toute personne à qui le pouvoir de signer pour le compte de la Société a été valablement délégué par le (les) Gérant(s) conformément à l'article 11.1 des Statuts.

Les Associés ont décidé que l'Associé Commandité sera le Gérant de la Société pour une durée indéterminée.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Toshi Partners

Référence de publication: 2015021424/58.

(150024155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

**CdR Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Rive Capital Holdings S.à r.l.).**

Siège social: L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 184.760.

L'an deux mille quinze, le vingt-deux janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné

S'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée RIVE CAPITAL HOLDINGS S.à r.l., ayant son siège social à L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg numéro B 184 760, constituée suivant acte reçu par le notaire Me Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 20 février 2014, publié au Mémorial C numéro 1119 du 3 mai 2014 (la «Société») et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, en date du 17 décembre 2014, non encore publié au Mémorial C.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Henri DA CRUZ, employé, demeurant professionnellement à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Christina SCHMIT, employée, demeurant professionnellement à L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le président expose et prie le notaire instrumentaire d'acter:

Les associés présents ou représentés à l'assemblée et le nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, laquelle, signée par les associés présents et les mandataires de ceux représentés, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

Il résulte de ladite liste de présence que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur objets portés à l'ordre du jour, qui est conçu comme suit:

Ordre du jour:

- 1.- Renoncations aux formalités de convocation;
- 2.- Changement du nom de la Société de "Rive Capital Holdings S.à r.l." à "CdR Capital S.à r.l.";
- 3.- Modification afférente de l'article 2 des statuts;
- 4.- Divers.

Après délibération, l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée constate que les associés ont renoncé aux formalités de convocation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier le nom de la Société en «CdR Capital S.à r.l.»

Troisième résolution

Suite à la résolution qui précède l'assemblée décide de modifier l'article deux des statuts pour lui donner la teneur suivante:

" **Art. 2. Dénomination.** Le nom de la société est «CdR Capital S.à r.l.» (ci-après la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent soixante-dix euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes, le présent acte est rédigé en français suivi d'une version anglaise, à la requête des mêmes personnes et en cas de divergences entre le texte français et anglais, la version française fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par leur nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec Nous notaire le présent acte.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fifteen on the twenty-second of January.

Before us the undersigned Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster (Grand-Duchy of Luxembourg), undersigned.

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of the private limited liability company (société à responsabilité limitée) Rive Capital Holdings S.à r.l., with registered office at L-2168 Luxembourg, 127, rue de Mühlenbach, R.C.S. Luxembourg number B 184 760, incorporated by deed of the notary Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, on the 20th of February 2014, published in the Memorial C number 1119 of the 3rd of May 2014 (the "Company") and whose articles of association have been modified by deed of Maître Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, on the 17th December 2014, not yet published in the Memorial C.

The meeting is presided by Mr Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Christina SCHMIT, employee, residing professionally in L-6130 Junglinster, 3, route de Luxembourg.

The board having thus been formed the chairman states and asks the notary to enact:

That the shareholders present or represented as well as the number of shares held by them are indicated on an attendance list, which after having been signed by the shareholders or their proxy holders, shall remain annexed to this document and shall be filed at the same time with the registration authorities.

It results from the said attendance list that all the issued shares are present or represented, so that the present meeting can take place without prior convening notices.

That the present meeting is regularly constituted and may validly deliberate upon the points of the agenda, which reads as follows:

Agenda:

- 1.- Waive of the formalities of the convocation;
- 2.- Change the name of the Company from "Rive Capital Holdings S.à r.l." to "CdR Capital S.à r.l.";
- 3.- Subsequent amendment of article 2 of the Articles of Association;
- 4.- Miscellaneous.

After deliberation, the following resolutions were taken by unanimous vote.

First resolution

The meeting states that shareholders have waived to the formalities of the convocation.

Second resolution

The meeting decides to change the name of the Company into "CdR Capital S.à r.l.".

Third resolution

As a consequence of the foregoing resolution the meeting decides to amend article two of the Articles of Association and to give it the following wording:

" **Art. 2. Name.** The name of the company is "CdR Capital S.à r.l." (hereafter the«Company»). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the Company Act 1915, and the Articles."

Costs

The amount of the expenses, remunerations and charges, in any form whatsoever, to be borne by the present deed are estimated at nine hundred seventy Euro.

Nothing else being on the agenda, the meeting was closed.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing parties the present deed is worded in French, followed by an English version; at the request of the same appearing parties, in case of discrepancies between the French and the English text, the French version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up at Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing persons, all of whom are known to the notary, by their surnames, first names, civil status and residences, the said persons appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Signé: Henri DA CRUZ, Christina SCHMIT, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 27 janvier 2015. Relation GAC/2015/761. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015021356/109.

(150024522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

SwanCap FLP II SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, rue Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 190.594.

Excerpts of the amended and restated limited partnership agreement (the "Partnership Agreement") of SwanCap FLP II SCSp executed on 18 December 2014

1. Partners who are jointly and severally liable. SwanCap FLP GP, S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 179.473, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) (the "General Partner").

2. Name, Partnership's Purpose, Registered Office, Business Year.

(i) Name

The special limited partnership is named: "SwanCap FLP II SCSp" (the "Partnership").

(ii) Purpose

The purpose of the Partnership is to assume the position of the founding limited partner in SwanCap Opportunities Fund II SCS-SIF (the "Fund") a common limited partnership (société en commandite simple) organised as a specialized investment fund (fonds d'investissement spécialisé), having its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Fund") and its compartments A, B, C and D, and to subscribe to a capital commitment in the Fund as set for the in the limited partnership agreement of the Fund.

(iii) Registered Office

The Partnership has its registered office at 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg.

(iv) Business Year

The business year of the Partnership is the calendar year. The first fiscal year of the Partnership commenced on September 24, 2014 and will terminate on December 31, 2015.

3. Designation of the manager and signatory powers. The management, control and operation of the Partnership and its affairs is vested exclusively in the General Partner, which is empowered and authorized on behalf and in the name of the Partnership, subject to the terms of the Partnership Agreement, to carry out any and all of the purposes of the Partnership and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may in its sole discretion deem necessary, advisable, convenient or incidental thereto.

Vis-a-vis third parties, the Partnership is validly bound by the sole signature of the General Partner acting through one or more authorized signatories or by the individual or joint signatures of any other Persons to whom authority shall have been delegated by the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion in accordance with its articles of association.

4. Date on which the Partnership commences and the date on which it ends. The Partnership commenced as from 24 September 2014, for an indefinite term.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Auszüge des geänderten und neugefassten *limited partnership agreements* (der „Gesellschaftsvertrag“) der *SwanCap FLP II SCSp* unterzeichnet am 18. Dezember 2014

1. Gesellschafter, die unmittelbar und gesamtschuldnerisch haften. SwanCap FLP GP, S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (*société à responsabilité limitée*), welche den Bestimmungen der Gesetze des Großherzogtums Luxemburg unterliegt, mit Geschäftssitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 179.473, und mit einem Gesellschaftskapital von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12.500,-) (die „Komplementärin“).

2. Name, Zweck der Gesellschaft, Sitz, Geschäftsjahr.

(i) Name

Die Gesellschaft heißt: „SwanCap FLP II SCSp“ (die „Gesellschaft“).

(ii) Zweck der Gesellschaft

Der Zweck der Gesellschaft ist, Gründungskommanditistin von SwanCap Opportunities Fund II SCS-SIF (der „Fonds“), einer speziellen Kommanditgesellschaft (*société en commandite spéciale*), eingerichtet als spezieller Investmentfonds (*fonds d'investissement spécialisé*), mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg und seiner Teilfonds A, B, C und D zu werden und Kapital an den Fonds zu zeichnen, wie im Gesellschaftsvertrag des Fonds vorgesehen.

(iii) Sitz

Der Sitz der Gesellschaft ist in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg.

(iv) Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr. Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft begann am 24. September 2014 und wird am 31. Dezember 2015 enden.

3. Wahl des Geschäftsführers und Zeichnungsbefugnisse. Die Geschäftsführung, die Kontrolle und die Verwaltung der Gesellschaft und die Ausübung ihrer täglichen Geschäfte stehen ausschließlich der Komplementärin zu, die von und im Namen der Gesellschaft ermächtigt und befugt ist, gemäß den Vereinbarungen im Gesellschaftsvertrag jegliche und alle Zwecke der Gesellschaft zu verfolgen und alle Handlungen vorzunehmen und alle Verträge und andere Verpflichtungen einzugehen und zu vollziehen, die sie nach eigenem Ermessen für die Zwecke der Gesellschaft als notwendig, ratsam, förderlich oder zugehörig erachtet.

Gegenüber Dritten wird die Gesellschaft durch die alleinige Unterschrift der Komplementärin gebunden, vertreten durch ein oder mehrere Unterschriftenbevollmächtigten oder durch die alleinige oder die gemeinsame Unterschrift einer oder mehrerer Personen, denen die Komplementärin nach eigenem Ermessen im Einklang mit ihrer Satzung die Unterschriftenbefugnis erteilt hat.

4. Anfang und Enddatum der Gesellschaft. Die Gesellschaft wurde am 24. September 2014 für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Référence de publication: 2015021384/73.

(150024723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Le Monde des Oiseaux, Association sans but lucratif.

Siège social: L-6111 Junglinster,

R.C.S. Luxembourg F 10.276.

STATUTS

Entre les soussignés:

1. Pascal Loux, 160 rue de Reckenthal à L-2410 Strassen
2. Felipe Fernandes Nogueira, 4 Am Hesselter à L-6171 Godbrange
3. Floriano José Cabete Carvalheiro, 19 Aus d'Baach à L-9209 Diekirch
4. Mikael Pereira Castanal, 12B rue de Reckange à L-7788 Bissen
5. Joao Paulo Jorge Dos Santos, 6 Um Zapp à L-Hunsdorf

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, est constituée une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

Titre I^{er}. Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1^{er}. L'association porte la dénomination de «Le Monde des Oiseaux».

Art. 2. L'association a pour objet de favoriser, d'intensifier et d'améliorer les connaissances de l'élevage de toutes les espèces d'oiseaux de cage et de volière dont la détention est autorisée par les textes juridiques actuellement en vigueur ainsi que de veiller au bien-être des oiseaux de manière générale.

Art. 3. L'association a son siège social à Junglinster. Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4. La durée de l'association est indéterminée.

Titre 2. Exercice social

Art. 5. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Titre 3. Membres

Art. 6. Peut devenir membre effectif de l'association

Toute personne physique désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée.

Art. 7. Le nombre minimum des membres associés est de trois.

Art. 8. Tout membre peut quitter l'association.

L'adhésion prend fin lorsque le membre ne règle plus sa cotisation annuelle.

Art. 9. Tout associé peut être exclu par le conseil d'administration

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,

- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration,

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 4. Assemblée générale

Art. 10. L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres de l'association, ensemble avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres de l'association.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres et des tiers par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 11. Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 5. Administration

Art. 12. L'association est gérée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, élus par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis.

La durée de leur mandat est de trois ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier. Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les membres du conseil d'administration sont rééligibles.

Art. 13. Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de deux tiers de ses membres ou à la demande de son président. Les membres du conseil d'administration sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

Art. 14. La signature conjointe de deux membres du conseil d'administration engage l'association.

Art. 15. Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un de ses membres ou à un tiers.

Titre 6. Contributions et Cotisations

Art. 16. Les membres fondateurs, de même que tout nouveau membre de l'Association, seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale.

Cette contribution ne sera pas restituée en cas de désistement d'un membre.

Art. 17. La cotisation annuelle maxima pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

Titre 7. Mode d'établissement des comptes

Art. 18. Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

Titre 8. Modification des statuts

Art. 19. L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 20. Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Titre 9. Dissolution et liquidation

Art. 21. La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 22. En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

Titre 10. Dispositions finales

Art. 23. Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Référence de publication: 2015021168/87.

(150024483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Minelli, succursale Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.

R.C.S. Luxembourg B 194.296.

OUVERTURE D'UNE SUCCURSALE

Extrait

Ouverture d'une succursale luxembourgeoise dénommée «Minelli, succursale Luxembourg» située à L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker - Centre Commercial Kirchberg,

Par décision en date du 16 janvier 2015, le Conseil d'Administration de la société de droit français MINELLI SA, Société Anonyme au capital de 23'556'431 euros, ayant son siège social à F-13 400 Aubagne, 155 Rue du Dirigeable, Z.I. les Paluds, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Marseille sous le numéro 413 157 306, a décidé:

- d'ouvrir une succursale luxembourgeoise dénommée «Minelli, succursale Luxembourg» à L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker - Centre Commercial Kirchberg, ayant pour objet l'achat et la vente de chaussures, articles chaussants, bonneterie et maroquinerie, ainsi que la réalisation pour son compte et pour le compte d'autrui, de toutes opérations nécessaires pour assurer le développement commercial de MINELLI SA sur le territoire luxembourgeois;

- de nommer, pour une durée indéterminée, en qualité de représentant permanent de la société MINELLI SA, pour l'activité de la succursale Minelli, succursale Luxembourg, Monsieur Philippe PASTOR, administrateur de sociétés, né le 18 novembre 1968 à Saint-Maur des Fossés (France), demeurant à F-75 015 Paris, 21 rue Juge.

Il a le pouvoir d'engager la société MINELLI SA à l'égard des tiers et de la représenter en justice pour l'activité de la succursale Minelli, succursale Luxembourg par sa signature individuelle.

Par ailleurs, la société MINELLI SA est engagée à l'égard des tiers et représentée en justice par son Conseil d'Administration composé par:

- Monsieur Philippe PASTOR, Président Directeur Général, né le 18 novembre 1968 à Saint-Maur des Fossés (France), demeurant à F-75 015 Paris, 21 rue Juge.

- Madame Diane JAYLAC, administrateur de sociétés, née le 19 février 1977 à Toulouse (France), demeurant à F-92 200 Neuilly-sur-Seine, 34 Boulevard Victor Hugo.

- La société anonyme de droit français VIVARTE SERVICES, établie et ayant son siège social à F-75 019 Paris, 28 avenue de Flandre, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 413 157 090, représentée par Madame Jocelyne VASSOILLE, née le 29 juin 1965 à Feurs (France), demeurant à F-75 116 Paris 16^{ème}, 84 rue de Longchamp.

- La société par actions simplifiée de droit français VIVARTE, établie et ayant son siège social à F-75 019 Paris, 28 avenue de Flandre, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 308 449 024, re-

présentée par Monsieur Pierre TROTOT, né le 9 février 1954 à Choisy-Le-Roi (France), demeurant à F-78 110 Le Vesinet, 36 Allée de la Gare.

Howald.

Signature.

Référence de publication: 2015021225/38.

(150024783) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

**Zilo S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial,
(anc. Zilo S.A.).**

Siège social: L-1661 Luxembourg, 47, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg B 187.136.

L'an deux mille quinze

Le vingt-six janvier.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme ZILO S.A., avec siège social à L-1661 Luxembourg, 47, Grand-Rue, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 187.136 (NIN 2014 2209 560),

constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 19 mai 2014, publié au Mémorial C Recueil des Sociétés et Associations numéro 1956 du 25 juillet 2014,

au capital social de trente-et-un mille Euros (€ 31.000.-), représenté par trois mille cent (3.100) actions d'une valeur nominale de dix Euros (€ 10.-) chacune.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Mariette SCHOU, salariée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt,

qui se nomme elle-même comme scrutateur et qui désigne comme secrétaire Madame Sara CRAVEIRO, salariée, demeurant professionnellement à L-6475 Echternach, 9, Rabatt.

I. L'ordre du jour est conçu comme suit:

1.- Transformation de la société en une Société de Gestion de Patrimoine Familial (SPF) tel que régie par la Loi du 11 mai 2007.

2.- Changement de la dénomination sociale en ZILO S.A., SPF et modification afférente de l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}** . Il existe une société anonyme sous la dénomination de ZILO S.A., SPF."

3.- Modification de l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4.** La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs, constitués:

- d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière,
- d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, et
- accorder des prêts et émettre des garanties dans les limites de la loi du 11 mai 2007.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale et ne pourra pas s'immiscer dans la gestion d'une autre société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»)."

4.- Modification de l'article 23 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 23.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.».

II. Il a été établi une liste de présence renseignant les actionnaires présents et représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle liste après avoir été signée par les comparants et signée ne varietur par le notaire instrumentant restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

III. Il résulte de cette liste de présence que tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'assemblée. Dès lors l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer, sur l'ordre du jour dont les actionnaires ont pris connaissance avant la présente assemblée.

IV. Après délibération l'assemblée prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de transformer la société en une Société de Gestion de Patrimoine Familial (SPF) tel que régie par la Loi du 11 mai 2007.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de changer la dénomination sociale de la société en ZILO S.A., SPF et par conséquent de modifier l'article 1 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 1^{er}**. Il existe une société anonyme sous la dénomination de ZILO S.A., SPF."

Troisième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 4 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

" **Art. 4**. La Société a pour objet exclusif l'acquisition, la détention, la gestion et la réalisation d'actifs, constitués:

- d'instruments financiers au sens de la loi du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière,
- d'espèces et avoirs de quelque nature que ce soit détenus en compte, et
- accorder des prêts et émettre des garanties dans les limites de la loi du 11 mai 2007.

Elle ne pourra exercer aucune activité commerciale et ne pourra pas s'immiscer dans la gestion d'une autre société.

Elle prendra toutes mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou le favorisent, en restant toutefois dans les limites fixées par la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial («SPF»).

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 23 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 23**. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures et la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familial, trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts. »

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour Madame la Présidente lève la séance.

DONT PROCES-VERBAL, fait et passé à Echternach, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants de tout ce qui précède, ces derniers, toutes connues du notaire instrumentant par noms, prénoms, états et demeures, ont signé avec le notaire le présent procès-verbal.

Signé: M. SCHOU, S. CRAVEIRO, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 28 janvier 2015. Relation: GAC/2015/837. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): C. PIERRET.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 04 février 2015.

Référence de publication: 2015020110/80.

(150023412) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Blumen beim Anja S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4909 Bascharage, 2, rue Belair.

R.C.S. Luxembourg B 114.883.

DISSOLUTION

Extrait

Il résulte d'un acte de dissolution de société, reçu par Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage, en date du 27 janvier 2015, numéro 2015/0165 de son répertoire, enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 29 janvier 2015, relation: 1LAC/2015/2714 de la société à responsabilité limitée "BLUMEN BEIM ANJA S.à r.l.", avec siège social à L-4909 Bascharage, 2, rue Belair, inscrite au RCS à Luxembourg sous le numéro B 114 883, constituée suivant acte reçu par Maître Georges d'HUART, alors notaire de résidence à Pétange, en date du 24 février 2006, publié au Mémorial C numéro 1104 du 7 juin 2006, ce qui suit:

- Madame Anja PAULS et Monsieur Jacques BROY, seuls associés, ont déclaré procéder à la dissolution et à la liquidation de la société prédite, avec effet au 27 janvier 2015,

- la société dissoute n'a plus d'activités.

- les associés ont déclaré en outre que la liquidation de la prédite société a été achevée et qu'ils assument tous les éléments actifs et passifs éventuels de la société dissoute.

- que les livres et documents de la société dissoute resteront déposés pendant la durée de cinq années à l'adresse suivante: L-4923 Hautcharage, 23A, rue de l'Eglise.

Bascharage, le 5 février 2015.

Pour extrait conforme

Le notaire

Référence de publication: 2015020863/25.

(150024357) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

**BALTRA Invest SA, Société Anonyme,
(anc. BALTRA Invest SA/SPF).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 63.738.

L'an deux mil quatorze, le vingt-neuf décembre.

Pardevant Maître Frank Molitor, notaire de résidence à Luxembourg Grand-Duché de Luxembourg,

s'est réunie

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme Baltra Invest SA/SPF, ayant son siège social à L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg sous le numéro B 63.738, constituée suivant acte reçu par Maître André Schwachtgen, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 17 mars 1998 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 446 du 19 juin 1998,

Les statuts ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par Maître Léon Thomas dit Tom Metzler, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 29 novembre 2010 publiés au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C, numéro 479 du 14 mars 2011.

L'assemblée est ouverte à douze heures trente sous la présidence de Maître Pierre Berna, avocat, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 16A, boulevard de la Foire qui désigne comme secrétaire Sylvie SCHEER, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

L'assemblée choisit comme scrutateur, Manuel MOROCUTTI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1261 Luxembourg, 101, rue de Bonnevoie.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. modification de la dénomination sociale en «Baltra Invest SA» et modification subséquente de l'article 1 des statuts
2. abandon du régime des sociétés de gestion de patrimoine familial et adaptation de l'objet social par la modification de l'article 4 des statuts
3. modification de l'article 6 des statuts
4. suppression du quatrième paragraphe de l'article 16 des statuts
5. modification de l'article 19 des statuts
6. divers

II.- Que les noms des actionnaires présents ou représentés, des mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes qui seront applicables à partir du 31 décembre 2014 à minuit

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier la dénomination de la société en «Baltra Invest SA»

L'article 1 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 1^{er}** . Il existe une société sous la dénomination «Baltra Invest SA», (ci-après: «la Société»).»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide d'abandonner le régime des sociétés de gestion de patrimoine familial.

L'assemblée générale décide d'adapter l'article 4 des statuts relatif à l'objet social qui aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 4.** La société a pour objet le placement de ses avoirs en valeurs mobilières et immobilières variées dans le but de faire bénéficier ses actionnaires des résultats de la gestion et des plus-values éventuelles.

La société peut prendre des participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que gérer et mettre en valeur ces participations.

Elle pourra notamment acquérir par voie d'achat, d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières de toutes espèces, et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

Elle pourra gérer et mettre en valeur son portefeuille de quelque manière que ce soit, ainsi que participer à la création et au développement de toute entreprise luxembourgeoise ou étrangère, et quelque soit la forme juridique de l'entreprise.

La société peut également développer, acquérir et mettre en valeur tous droits intellectuels notamment des brevets, dessins, marques, logiciels et domaines.

Elle pourra en outre investir en immeubles, vendre ces immeubles, les hypothéquer, les mettre en valeur et les louer.

La société peut emprunter sous toutes les formes et procéder à l'émission d'emprunts obligataires et accorder aux sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt direct ou indirect tous concours, prêts, avances ou garanties.

La société n'aura pas d'activité industrielle ou commerciale.

En général, la société pourra faire toutes transactions mobilières et immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet ou à tout autre objet social similaire ou susceptible d'en favoriser l'exploitation ou le développement.»

Troisième résolution

L'article 6 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 6.** Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire, à l'exception de celles pour lesquelles la loi prescrit la forme nominative.

Les actions au porteur de la société peuvent être créées, au choix du propriétaire, en titres unitaires ou en certificats représentatifs de plusieurs actions. Les actions au porteur sont à déposer auprès d'un dépositaire, nommé par le conseil d'administration ou l'administrateur unique, répondant aux exigences de l'article 42 (4) de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

A la demande écrite de l'actionnaire au porteur, un certificat constatant toutes les inscriptions le concernant lui sera délivré par le dépositaire.

La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur le registre des actionnaires. Des certificats constatant ces inscriptions seront délivrés aux actionnaires qui le demandent.

La société pourra procéder au rachat de ses actions dans les limites autorisées par la loi».

Quatrième résolution

L'assemblée générale décide de supprimer le quatrième paragraphe de l'article 16 des statuts.

Cinquième résolution

L'article 19 des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

« **Art. 19.** La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales ainsi les modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y a pas été dérogé par les présents statuts.»

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Honoraire: 99,16

Signé: Berna, Scheer, Morocutti et Molitor.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 29 décembre 2015. Relation: LAC/2014/63834. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): Thill.

Référence de publication: 2015020843/96.

(150024881) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Aleman Cordero Galindo & Lee (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 13, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 31.908.

—
Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale annuelle tenue de façon extraordinaire à Luxembourg en date du 12 janvier 2015.

Les mandats de Monsieur Jaime Eduardo ALEMAN (Avocat) avec adresse professionnelle à East Street 53rd, Humboldt Tower, 2nd Floor, Marbella, Panama City, Republic of Panama, Monsieur Anibal GALINDO (Avocat), avec adresse pro-

fessionnelle à East Street 53rd, Humboldt Tower, 2nd Floor, Marbella, Panama City, Republic of Panama, Madame Chantai KEEREMAN (Juriste), avec adresse professionnelle à L-2165 Luxembourg au 22-24, rives de Clausen, Monsieur Camille J. PAULUS (Conseiller Economique) avec adresse privée à L-7210 Helmsange au 5, rue de l'Alzette, en tant qu'administrateurs et celui de Monsieur Lex BENOY (réviseur d'entreprises) en tant que commissaire aux comptes, avec adresse privée à L-2538 Luxembourg au 1, rue Simmer, ont été renouvelés, jusqu'à la prochaine assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice se clôturant au 31 décembre 2014.

Référence de publication: 2015020824/16.

(150024356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

**WH Student Accommodation Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. WH Student Accomodation Holdco S.à r.l.)**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 193.633.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-third day of January.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the "Meeting") of the sole shareholder of WH Student Accomodation Holdco S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 193633 (the "Company"). The Company was incorporated on January 7, 2015 pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

There appeared

Round Hill Capital S.à r.l., incorporated and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 182.465 (the "Sole Shareholder"),

hereby represented by Mr. Henri DA CRUZ, employee, residing professionally in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg by virtue of a proxy given under private seal.

Said proxy, after having been signed *in* varietur by the proxyholder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, shall remain attached to this deed for the purpose of registration.

The Sole Shareholder has requested the undersigned notary to record the following:

I. That the Sole Shareholder holds all the shares in the share capital of the Company;

II. That the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Amendment to the name of the Company into "WH Student Accommodation Holdco S.à r.l." and subsequent amendment to article 2 of the Company's articles of association;

2. Miscellaneous

III. That the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the name of the Company into "WH Student Accommodation Holdco S.à r.l." and subsequently amend article 2 of the Company's articles of association, which shall henceforth read as follows:

Art. 2. Name. The Company's name is "WH Student Accommodation Holdco S.à r.l."

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately nine hundred Euros (EUR 900.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version. At the request of the same appearing party, in case of discrepancies between the English and the French versions, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed is drawn in Junglinster, on the year and day first above written.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-troisième jour du mois de janvier,
Par-devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l' «Assemblée») de l'associé unique de WH Student Accomodation Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 193633 (la «Société»). La Société a été constituée le 7 janvier 2015 suivant un acte du notaire instrumentant, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A comparu

Round Hill Capital S.à r.l., constituée et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 1, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 182.465 (l' «Associé Unique»),

ici représentée par Monsieur Henri DA CRUZ, employé, ayant son adresse professionnelle au Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Que l'Associé Unique détient toutes les parts sociales dans le capital social de la Société;

II. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Modification de la dénomination de la Société en «WH Student Accommodation Holdco S.à r.l.» et modification subséquente de l'article 2 des statuts de la Société;

2. Divers.

III. Que l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de modifier la dénomination de la Société en «WH Student Accommodation Holdco S.à r.l.» et de subséquemment modifier l'article 2 des statuts de la Société, qui devra désormais être lu comme suit:

« **Art. 2. Dénomination.** La dénomination de la Société est «WH Student Accommodation Holdco S.à r.l.» »

Estimation des frais

Les dépenses, frais, honoraires et charges de quelque nature que ce soit, qui incomberont à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ neuf cents euros (EUR 900,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Junglinster, qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, le mandataire de la partie comparante a signé ensemble avec nous, le notaire, le présent acte original.

Signé: Henri DA CRUZ, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 28 janvier 2015. Relation GAC/2015/804. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur ff. (signé): Claire PIERRET.

Référence de publication: 2015020090/89.

(150023869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Swaplight S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville.

R.C.S. Luxembourg B 70.301.

L'an deux mille quinze, le vingt-et-un janvier.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Swaplight S.A.", ayant son siège social à L-1945 Luxembourg, 3, rue de la Loge, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 70.301, constituée originellement sous la dénomination de RACHEL BEHEER S.A. suivant acte reçu par Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, en date du 21 juin 1999, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 645 du 25 août 1999,

dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par:

- Maître Alphonse LENTZ, alors notaire de résidence à Remich, en date du 7 août 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1462 du 9 octobre 2002, contenant notamment l'adoption de la dénomination Figupar S.A., et

- Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 novembre 2012, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 3060 du 19 décembre 2012, contenant notamment l'adoption de la dénomination Swaplight S.A.,

ayant un capital de trente mille neuf cent quatre-vingt-six euros soixante-neuf cents (30.986,69 EUR), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Brice Raymond MAUYEN, gérant de sociétés, né le 19 décembre 1990 à Woluwe-Saint-Lambert, Belgique, demeurant à 20, La Grande Buissière, B-1380 Lasne.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Charles HERMAN, administrateur de sociétés, ayant son domicile professionnel à L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Christian Georges MAUYEN, retraité, né le 9 décembre 1954 à Charleroi, demeurant à 20, La Grande Buissière, B-1380 Lasne.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social vers L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville, et modification afférente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts.

2.- Révocation du commissaire aux comptes en fonction et de l'administrateur et administrateur-délégué Olivier Francq qui a démissionné le 31 octobre 2014.

3.- Nomination d'un nouveau commissaire aux comptes.

4.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social vers L-8832 Rombach, 14, route de Bigonville, et de modifier en conséquence le premier alinéa de l'article 2 des statuts afin de lui donner la teneur suivante:

« **Art. 1^{er} . (2^{ème} alinéa).** Le siège social est établi dans la Commune de Rambrouch. Il peut être créé par simple décision du conseil d'administration des succursales ou bureaux, tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.»

Le reste de l'article reste inchangé.

Deuxième résolution

L'assemblée décide, par vote spécial, de révoquer le commissaire aux comptes en fonction et l'administrateur et administrateur-délégué Olivier Francq qui a démissionné le 31 octobre 2014.

Troisième résolution

L'assemblée décide de nommer à la fonction de commissaire aux comptes:

VBH & Partners SA, société anonyme existant et gouvernée par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social à L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 176.060.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2018.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à neuf cent cinquante euros.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Brice Raymond MAUYEN, Charles HERMAN, Christian Georges MAUYEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 26 janvier 2015. Relation GAC/2015/733. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015019242/77.

(150022678) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 février 2015.

TPL Ludwigsburg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25C, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 123.107.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 24 décembre 2014.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2015018557/12.

(150021476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

UNA Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 166.626.

Le bilan de la société au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015018571/12.

(150021487) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 février 2015.

HayFin Onyx LuxCo 2 S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 172.941.

Extrait des résolutions circulaires du conseil de gérance de HayFin Onyx S.à r.l., agissant en sa qualité d'actionnaire commandité de la Société, datées du 30 janvier 2015

Madame Carmen Ionescu dont l'adresse professionnelle se situe au 8-10, rue Mathias Hardt, L-1717 Luxembourg, a été nommée en tant que représentant permanent de l'actionnaire commandité de la Société avec effet au 30 janvier 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour HayFin Onyx Luxco 2 S.C.A.
Un Mandataire*

Référence de publication: 2015019683/14.

(150023442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

J.P. Morgan SFM General Partner Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 140.028.

En date du 3 février 2015, l'associé unique de la Société a nommé Monsieur Medhi Barone, ayant comme adresse professionnelle le 25 Bank Street, E14 5JP Londres, Royaume-Uni, comme gérant B de la Société avec effet au 3 février 2015 et ce pour une durée indéterminée.

Il résulte donc de cette nomination que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Monsieur Benjamin Lamping, Gérant A et Président;
- Monsieur Bernard Herman, Gérant B;
- Monsieur George Lasch, Gérant B; et
- Monsieur Medhi Barone, Gérant B.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

J.P. Morgan SFM General Partner Luxembourg S.à r.l.

UN MANDATAIRE

Référence de publication: 2015019741/19.

(150023996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Kosmo Communication S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5810 Hesperange, 28, rue de Bettembourg.

R.C.S. Luxembourg B 116.621.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérante

Référence de publication: 2015019779/12.

(150023360) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Privilege Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2522 Luxembourg, 12, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 194.249.

STATUTES

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-eight day of January.

Before Us Maître Pierre PROBST, notary residing in Ettelbruck, (Grand-Duchy of Luxembourg).

THERE APPEARED:

AIG Global Real Estate Investment Corp., a Delaware Corporation with a registered office at 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, 19808, United State of America, incorporated at the "Division of Corporations" under the number 2153238, hereby represented by Francine MAY, private employee, with professional address at Ettelbruck, by virtue of a proxy established under private seal in Luxembourg on 27th January 2015.

Said proxy, after having been initialled "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed, and be submitted with this deed to the registration authorities.

The appearing party, represented as above stated, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Privilege Holdings S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10th, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well as by the present articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers. The registered office may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. Where the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is to take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises and to acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licences, and other property, rights and interest in property as the company shall deem fit, and generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same.

3.2. The Company may particularly participate in all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of securities or participating interests in any Luxembourg or foreign companies or enterprises in whatever form directly or indirectly related to real estate investments, as well as the administration, the management, the control and the development of such securities or participating interests. The Company may use its funds for the setting-up, the management, the development and the disposal of a portfolio consisting of any securities or participating interests of whatever origin directly or indirectly related to real estate investments, participate in the creation, the development and the control of any company or enterprise directly or indirectly related to real estate investments, acquire by way of contribution, underwriting or by option to purchase and any other way whatever, any type of securities or participating interests related to real estate investments, realize a return on such securities or participating interests by way of sale, transfer, exchange, development or otherwise, and may grant to the companies or enterprises in which it has securities or participating interests any support, loans, advances or guarantees.

3.3. The Company may also enter into the following transactions:

a) borrow money in any form or to obtain any form of credit facility and raise funds through, including, but not limited to, the issue of bonds, notes, promissory notes, certificates and other debt instruments or debt securities, convertible or not, or the use of financial derivatives or otherwise except by way of a public offer;

b) enter into any kind of credit derivative agreements such as, but not limited to, swap agreements under which the Company may provide or receive credit protection to or from the swap counter-party;

c) in favor of its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, or any company directly or indirectly controlled by the shareholder of the Company (hereafter referred to as the Affiliated Company): (i) grant any assistance, advance, lend, deposit money or give credit or subscribe to or purchase any debt instrument issued by any Luxembourg or foreign Affiliated Company, with or without security; (ii) enter into any guarantee, pledge or any other form of security, whether by personal covenant or by mortgage or charge upon all or part of the undertaking, property assets (present or future) or by all or any of such methods, for the performance of any contracts or obligations of the Company and of any Affiliated Company, within the limits of any applicable legal provision;

it being understood that the Company will not enter into any transaction, which would cause it to be engaged in any activity that would be considered as a regulated activity of the financial sector.

3.4. The Company may carry out any commercial, industrial or financial activities which it may deem useful in accomplishment of its purpose.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro), represented by 100 (one hundred) shares in registered form, having a par value of EUR 125 (one hundred and twenty-five euro) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. Shares are freely transferable among shareholders.

Where the Company has a sole shareholder, shares are freely transferable to third parties.

Shares may not be transferred to non-shareholders unless all shareholders unanimously agree thereto in a general meeting.

Furthermore it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the Law.

A share transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by each shareholder upon request.

6.4. The Company may redeem its own shares provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's share capital.

6.5. Classes of shares may be created by a resolution of the shareholders, made in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

III. Management - Representation

Art. 7. Board of managers.

7.1. The Company is managed by a board of managers composed of at least one class A manager who shall be resident in Luxembourg; and one class B manager. The board of managers shall at all times be composed of a majority of managers residing in Luxembourg. In the event of a single manager, that manager must be resident in Luxembourg. No manager can be a resident in the United-Kingdom (UK).

7.2. The managers are appointed by a resolution of the single shareholder or the general meeting of shareholders which sets the term of their office.

7.3. A manager may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be.

Art. 8. Powers of the board of managers.

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. The following decisions are subject to the prior approval of the general meeting of the shareholders or the sole shareholder, as the case may be:

- a) any direct or indirect financing or refinancing of the Company other than by way of shareholder loans;
- b) the granting of any direct or indirect encumbrance.

8.3. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, either shareholders or not, by the joint signature of any two managers of the board of managers, at least one of them being a class A manager.

Art. 9. Procedure.

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so requires or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice. All meetings of the board of managers shall take place in Luxembourg. No meeting of the board of managers shall take place in the UK.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 8 (eight) days in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. The board of managers shall choose among its members a chairman (the Chairman). It may also choose a secretary, who does not need to be a Manager and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers. The Chairman shall preside at all meetings of the board of managers, in his/her/its absence, the board of managers shall, at the majority of their votes, appoint another manager as chairman pro tempore. The position of Chairman shall be held by a manager resident in Luxembourg. The Chairman shall not have a casting vote.

9.4. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda

of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by facsimile or e-mail or any other means of communication of each member of the board of managers of the Company.

9.5. Any manager of one class may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager of the same class as his proxy.

9.6. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented with among them at least one A manager and provided that if a majority of the managers present at the meeting are not in Luxembourg, the managers present, irrespective of their number, shall not constitute a quorum. If a quorum of managers is not present at all times during a meeting of the board of managers, such meeting shall be adjourned and reconvened at such time and place in Luxembourg as determined by the managers present (provided that notice of the time, date and place of the reconvened meeting is given to each person entitled to attend the meeting not less than forty-eight (48) hours before the meeting).

9.7. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by all the managers present or represented at the meeting.

9.8. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other, such participation being not allowed if initiated from the UK. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.9. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held and bear the date of the last signature. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

Art. 10. Representation. The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any two managers of the board of managers, at least one of them being a class A manager, or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.3. of these Articles.

Art. 11. Liability of the managers.

11.1. The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

11.2. The Company may indemnify any manager or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right or indemnification shall not exclude other rights to which he may be entitled.

IV. Shareholder(s)

Art. 12. General meetings of shareholders and shareholders circular resolutions.

12.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders Circular Resolutions).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Shareholders Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles and the Law. Shareholders Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each share entitles to one (1) vote.

12.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant a written power of attorney to another person, whether or not a shareholder, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders Circular Resolutions are passed by an unanimous decision of all shareholders.

(vii) The Articles are amended with the unanimous consent of all shareholders.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a shareholder's commitment in the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 13. Sole shareholder.

13.1. Where the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

13.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole shareholder or the resolutions of the latter, as appropriate.

13.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 14. Financial year and approval of annual accounts.

14.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

14.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising the Company's commitments and the debts of the manager(s) and shareholders towards the Company.

14.3. Each shareholder may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

14.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

Art. 15. Réviseurs d'entreprises agréés.

15.1. The operations of the Company are supervised by one or several réviseurs d'entreprises agréés, when so required by law.

15.2. The shareholders appoint the réviseurs d'entreprises agréés, if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The réviseurs d'entreprises agréés may be re-appointed.

Art. 16. Allocation of profits.

16.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

16.2. The shareholders determine how the balance of the annual net profits is allocated. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward in accordance with applicable legal provisions.

16.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

(i) interim accounts are drawn up by the Board;

(ii) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by carried forward profits and distributable reserves, and decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by a resolution of the shareholders within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and

(v) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the shareholders, adopted with the unanimous consent of all shareholders. The shareholders appoint one or several liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have the broadest powers to realise the assets and pay the liabilities of the Company.

17.2. The surplus after the realisation of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

18.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Shareholders Circular Resolutions are evidenced in writing, by telefax, e-mail or any other means of communication.

18.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

18.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference and the Shareholders Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

18.4. These Articles have been drawn up in English followed by a French version. In the event of discrepancy between the English and the French version, the English version shall prevail.

18.5. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law.

Transitory provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31st, 2015.

Subscription and payment

The Articles of the Company thus having been established, the 100 (one hundred) shares have been subscribed by the shareholder AIG Global Real Estate Investment Corp., prenamed and represented as said before, and fully paid up by the aforesaid subscriber by payment in cash so that the amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euro) is from this day on at the free disposal of the Company, as it has been proved to the officiating notary by a bank certificate, who states it expressly.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately EUR eight hundred fifty (850.- euro).

Resolutions of the sole shareholder

Immediately after the incorporation of the Company, the sole shareholder of the Company, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1. The following persons are appointed as Managers of the Company for an unlimited duration:

Manager A:

- Mrs. Bouchra AKHERTOUS, born on October 8th, 1974 in Mont-Saint-Martin (France), with professional address at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; and

- Mrs. Annick MAGERMANS, born on May 22nd, 1976 in Verviers (Belgium), with professional address at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; and,

Manager B:

- Mrs. Evgeniya Klimchuk, born on October 11th, 1965 in Mockba (Russia), with professional address at 52/3, Kosmodamianskaya nab., 9th Floor, Moscow, 115054, Russia.

2. The registered office of the Company is set at 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that on the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version and, in case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF the present deed was drawn up in Ettelbruck, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the representative of the appearing party, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said person has signed with Us the notary the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le vingt-huit janvier.

Pardevant Nous Maître Pierre PROBST, notaire de résidence à Ettelbruck, (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

AIG Global Real Estate Investment Corp., une société du Delaware ayant son siège social à 2711 Centerville Road, Suite 400, Wilmington, Delaware, 19808, Etats-Unis d'Amérique, immatriculé au registre "Division of Corporations" sous le numéro 2153238 ici représentée par Madame Francine MAY, employée privée, ayant son adresse professionnelle à Ettelbruck, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée à Luxembourg le 27 janvier 2015.

Ladite procuration, après paraphe «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiqué ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est constituée par les présentes:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est “Privilege Holdings S.à r.l.” (la Société).

La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), et par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2. Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du conseil de gérance. Lorsque le conseil de gérance estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est de prendre des participations et des intérêts sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères et d'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation ou de toute autre manière tous titres et droits, tous brevets et licences, et autres propriétés, droits et intérêts de propriété que la Société jugera approprié, et plus généralement les détenir, gérer, développer, les vendre ou en disposer, en tout ou partie, aux conditions que la Société jugera appropriées, et en particulier en contrepartie d'actions ou de titres de toute société les acquérant.

3.2. La Société peut, en particulier, participer à toutes transactions afférentes directement ou indirectement à la prise de titres ou des intérêts de participation dans toutes autres entités, luxembourgeoises ou étrangères, ou des entreprises, sous quelle que forme que ce soit, directement ou indirectement liés aux investissements immobiliers, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de tels titres ou intérêts de participation. La Société peut utiliser ses fonds pour l'implantation, la gestion, le développement et la disposition d'un portefeuille consistant en tous titres ou intérêts de participation de quelque origine qu'ils soient, directement ou indirectement lié aux investissements immobiliers, participer à la création, le développement et le contrôle de tout société ou entreprise directement ou indirectement lié aux investissements immobiliers, acquérir par voie de contribution, de prise ferme ou d'option d'achat et par tout autre moyen, tout type de titres ou intérêts de participation liés aux investissements immobiliers, réaliser un retour sur de tels titres ou des intérêts de participation par la vente, le transfert, l'échange, le développement ou autrement et peut accorder aux sociétés ou aux entreprises dans lesquelles il a des titres ou des intérêts de participation tous soutiens, prêts, avances ou garanties.

3.3. La Société peut en particulier:

a) conclure des emprunts sous toute forme ou obtenir toutes formes de moyens de crédit et réunir des fonds, notamment, par l'émission de titres, d'obligations, de billets à ordre, certificats et autres instruments de dette ou titres de dette, convertibles ou non, ou utiliser des instruments financiers dérivés ou autres;

b) conclure toute forme de contrats de dérivés de crédit tels que, mais sans que cela ne soit limitatif, des contrats de swap en vertu desquels la Société fournira une protection de crédit à la contre-partie ou bénéficiera d'une protection de cette dernière;

c) en faveur de ses filiales ou à des sociétés dans lesquelles elle détient une participation directe ou indirecte, ou toute autre société contrôlée directement ou indirectement par l'associé de la Société (ci-après les Sociétés Affiliées): (i) avancer, prêter, déposer des fonds ou donner crédit à, ou de souscrire à, ou acquérir tous instruments de dette, émis par une Société Affiliée luxembourgeoise ou étrangère, (ii) accorder toutes garanties, fournir tous gages ou toutes autres formes de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tous contrats ou obligations de la Société ou de Sociétés Affiliées dans les limites autorisées par toute disposition légale applicable.

étant entendu que la Société ne conclura aucune transaction qui pourrait l'engager dans une activité qui constituerait une activité réglementée du secteur financier.

3.4. La Société pourra exercer toutes activités de nature commerciale, industrielle ou financière estimées utiles pour l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à 12.500.- EUR (douze mille cinq cents euros), représenté par 100 (cent) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de 125.- EUR (cent vingt-cinq euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à des tiers qu'avec l'accord unanime préalable de l'ensemble des associés donné lors d'une assemblée générale.

Pour le surplus, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi s'appliqueront.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

6.5. Des classes de parts sociales pourront être créées par décision des actionnaires prise conformément aux conditions prescrites pour la modification des présents Statuts.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Conseil de gérance.

7.1. La Société est gérée par un conseil de gérance composé d'au moins un gérant de classe A qui doit être résident au Luxembourg, et un gérant de classe B. Le conseil de gérance ne devra, en tous temps, être composé d'une majorité de gérants résidant à Luxembourg. En cas de gérant unique, ce dernier doit être résident à Luxembourg. Aucun gérant ne peut résider au Royaume-Uni.

7.2. Les gérants sont nommés par résolution de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés laquelle fixe la durée de leur mandat.

7.3. Tout gérant est révocable à tout moment, avec ou sans cause, par décision de l'associé unique ou de l'assemblée générale des associés, selon le cas.

Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant ou, en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance, qui aura tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social.

8.2. Les décisions suivantes doivent être préalablement approuvées par l'assemblée générale des associés ou l'associé unique, selon le cas:

- a) le financement ou refinancement direct ou indirect de la société autrement que par prêt d'associé;
- b) l'octroi de garantie ou sûreté directement ou indirectement.

8.3. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, associés ou non, par la signature conjointe de deux gérants du conseil de gérance, l'un d'entre-eux au moins étant un gérant de classe A.

Art. 9. Procédure.

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation. Toutes les réunions du conseil de gérance devront se tenir à Luxembourg. Aucune réunion du conseil de gérance ne pourra se tenir au Royaume-Uni.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 8 (huit) jours avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. Le conseil de gérance peut choisir parmi ses membres un président (le Président). Il peut aussi désigner un secrétaire, qui ne doit pas être gérant et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil de gérance. Le Président présidera toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance désignera, à la majorité des votes, un autre gérant comme président intérimaire. Seul un gérant résidant à Luxembourg peut être nommé président. Le Président n'a pas de voix prépondérante.

9.4. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque gérant de la Société donné par écrit soit en original, soit par téléfax ou courrier électronique ou tout autre moyen de communication.

9.5. Tout gérant d'une catégorie pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant de la même catégorie comme son mandataire.

9.6. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée ayant entre eux au moins un gérant de classe A, étant entendu que si la majorité des gérants ne sont pas résidents à Luxembourg, les gérants présents, quel que soit leur nombre, ne pourront constituer un quorum. Si le quorum de gérant n'est pas réuni pendant toute la réunion du conseil de gérance, la réunion du conseil de gérance sera ajournée et reconvoquée pour prendre place au lieu à Luxembourg et date déterminés par les gérants présents (étant entendu que la notification des heure, lieu et date de la réunion ainsi reconvoquée sera adressée à chaque personne autorisée à participer à la réunion au moins quarante-huit (48) heures à l'avance).

9.7. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par tous les gérants présents ou représentés à la réunion.

9.8. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à la réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.9. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue et portent la date de la dernière signature.

9.10. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou téléfax.

Art. 10. Représentation. La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers par la signature conjointe de deux gérants du conseil de gérance, l'un d'entre-eux au moins étant un gérant de classe A ou par les signatures conjointes ou unique de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.3. des Statuts.

Art. 11. Responsabilités des gérants.

11.1. Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

11.2. La Société peut indemniser tout administrateur ou fondé de pouvoir et ses héritiers, exécuteurs et administrateurs testamentaires pour des dépenses raisonnablement encourues par lui en rapport avec toute action, procès ou procédure à laquelle il sera impliqué en raison du fait qu'il a été ou qu'il est administrateur ou fondé du pouvoir de la Société ou, à la requête, de toute autre société de laquelle la Société est actionnaire ou créancière et de laquelle il n'est pas en droit d'être indemnisé, excepté en relation avec des affaires dans lesquelles il sera finalement jugé responsable pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement, l'indemnisation sera seulement réglée en relation avec les affaires couvertes par l'arrangement et pour lesquelles la Société obtient l'avis d'un conseiller que la personne qui doit être indemnisée n'a pas failli à ses devoirs de la manière visée ci-dessus. Le précédent droit d'indemnisation n'exclut pas d'autres droits.

IV. Associé(s)

Art. 12. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

12.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (Les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts et à la Loi. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

12.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

12.2.1. Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

12.2.2. Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

12.2.3. Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

12.2.4. Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

12.2.5. Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

12.2.6. Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par décision unanime de tous les associés.

12.2.7. Les Statuts sont modifiés avec le consentement unanime de tous les associés.

12.2.8. Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 13. Associé unique.

13.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

13.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

13.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 14. Exercice social et approbation des comptes annuels.

14.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre de chaque année.

14.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

14.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

14.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 15. Réviseurs d'entreprises agréés.

15.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréés, dans les cas prévus par la loi.

15.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises agréés peuvent être renommés.

Art. 16. Affectation des bénéfices.

16.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

16.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables.

16.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par une décision des associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribués excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excédent à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

17.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par l'unanimité des associés. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

17.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux dans la Société.

VII. Dispositions générales

18.1. Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, e-mail ou tout autre moyen de communication.

18.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

18.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants, des résolutions adoptées par le Conseil par téléphone ou visioconférence et des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

18.4. Les Statuts sont rédigés en anglais suivi d'une traduction française. En cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais prévaudra.

18.5. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2015.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les 100 (cent) parts sociales ont été souscrites par l'associée unique AIG Global Real Estate Investment Corp., prédésignée et représentée comme dit ci-avant, et libérées entièrement par la souscriptrice prédite moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme 12.500.- EUR (douze mille cinq cents euros) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire instrumentant par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servent à la libération du capital social ne proviennent pas respectivement que la société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à huit cent cinquante EUR (850.- euros).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'Associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. Les personnes suivantes sont nommées en tant que Gérants de la Société, pour une durée illimitée:

Gérant de classe A:

- Madame Bouchra AKHERTOUS, née le 8 octobre 1974 à Mont-Saint-Martin (France), avec adresse professionnelle au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg; et

- Madame Annick MAGERMANS, née le 22 mai 1976 à Verviers (Belgique), avec adresse professionnelle au 12 rue Guillaume Schneider L-2522 Luxembourg; et

Gérant de classe B:

- Madame Evgeniya Klimchuk, née le 11 octobre 1965 à Mockba (Russie), avec adresse professionnelle au 52/3, Kosmodamianskaya nab., 9th Floor, Moscow, 115054, Russia.

2. Le siège social de la Société est établi au 12, rue Guillaume Schneider, L-2522 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Ettelbruck, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte à la représentante de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connue du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ladite personne a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: Francine MAY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, Le 2 février 2015. Relation: DAC/2015/1905. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-
€.

Le Receveur (signé): Tholl.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 4 février 2015.

Référence de publication: 2015019909/573.

(150024010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Ruthenium Fund S.A., SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 194.225.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen on the twenty-ninth day of December Before,
Maître Henri Hellinckx, notary, residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Ruthenium Capital AG, a company incorporated and existing under Swiss law, with registered office at Hertenstrasse 51, CH-6004 Luzern, Switzerland, registered with the Swiss companies registration office under the number CHE-359.004.143,

duly represented by Corinna Schibgilla, associate, residing in Luxembourg,

by virtue of a proxy under private seal given in Luzern (Switzerland), on 6 November 2014.

The said proxy, signed ne varietur by the proxyholder and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party, represented as stated above, requested the notary to enact the deed of incorporation of a société anonyme which it declares organized and the articles of incorporation of which (the "Articles") shall be as follows:

Title I - Name - Duration - Object - Registered office

Art. 1. Name.

1.1 There exists among the subscriber and those who may become owners of shares (each a "Shareholder" and collectively the "Shareholders") in the future, a "société anonyme" in the form of an investment company with variable share capital qualifying as specialised investment fund ("société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé") under the name of "Ruthenium Fund S.A., SICAV-SIF" (hereinafter the "Company").

1.2 The Company shall be governed by the law of February 13, 2007 relating to specialised investment funds, as amended from time to time (hereinafter the "SIF Law").

Art. 2. Duration. The Company is established for an unlimited duration. The Company may be dissolved at any time by a resolution of the Shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

Art. 3. Purpose.

3.1 The main purpose of the Company is to invest the funds available to it in securities and other assets permitted to an undertaking for collective investment under the provisions of the SIF Law. These investments are done with the aim of spreading investment risks and affording the Shareholders the result of the management of the Company's assets.

3.2 The Company may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the SIF Law.

Art. 4. Registered Office.

4.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred to any other place within Luxembourg by a resolution of the Company's board of directors (the "Board of Directors").

4.2 If the Board of Directors considers that extraordinary political, economical, social or military developments have occurred or are imminent, that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office, it may temporarily transfer the registered office abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measure will have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

4.3 Branches or other offices may be established, either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, by a decision of the Board of Directors.

Title II - Share capital - Shares - Net asset value

Art. 5. Share Capital.

5.1 The share capital of the Company shall be represented by shares (the “Shares”) of no nominal value and shall at any time be equal to the total net assets of the Company as defined in article 12 hereof.

5.2 The minimum capital of the Company shall be the equivalent in any currency of one million two hundred fifty thousand Euro (EUR 1,250,000). The Company shall establish this level of minimum capital within twelve (12) months after the date on which the Company has been registered on the official list of specialised investment funds provided for under article 43 (1) of the SIF Law.

5.3 Upon incorporation the initial capital of the Company is fifty thousand US Dollar (USD 50,000) fully paid-up represented by five (5) shares.

5.4 The Board of Directors is authorised without any limitation to issue additional Shares at any time in accordance with article 8 hereof at an offer price to be determined by the Board of Directors, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscription of the Shares to be issued.

5.5 The Company’s share capital shall vary, without any amendment of the Articles, as a result of the Company issuing new Shares or redeeming its Shares.

Art. 6. Sub-Funds - Classes of Shares.

6.1 The Board of Directors may, at any time, issue different classes of Shares (each a “Class” and collectively the “Classes”), which may differ inter alia in their fee structure, minimum investment requirements, type of target investors, currency and distribution policy applying to them. Those Shares shall be issued, in accordance with article 8 hereof, on terms and conditions as shall be decided by the Board of Directors.

6.2 The Classes may, as the Board of Directors shall determine, be of one or more different series, the features, terms and conditions of which shall be established by the Board of Directors and disclosed in the Offering Document of the Company, as may be amended from time to time (the “Offering Document”). Series differentiate by the date of their issue.

6.3 The Board of Directors may, at any time, establish different pools of assets, each constituting a “compartment” within the meaning of article 71 of the SIF Law (each a “Sub-Fund”) (which may as the Board of Directors may determine, be denominated in different currencies) for each Class or for two or more Classes of Shares in the manner described in article 12 hereof and in the Offering Document. Each such Sub-Fund shall be invested pursuant to article 3 hereof for the exclusive benefit of the relevant Shareholders. Each Sub-Fund may have different specific features (including, but not limited to, specific fee structures, permitted investments, investment restrictions and distribution policies) as the Board of Directors shall from time to time determine.

6.4 The Company is one single entity. However, by way of derogation to article 2093 of the Luxembourg Civil Code, the assets of one given Sub-Fund are only liable for the debts, obligations and liabilities, which are attributable to such Sub-Fund. In the relations between the Company’s Shareholders, each Sub-Fund is treated as a separate entity.

6.5 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Sub-Fund shall, if not denominated in US Dollar, be converted into US Dollar and the Company’s capital shall be the aggregate of the net assets of all the Classes in all Sub-Funds.

6.6 The Company shall prepare consolidated accounts in US Dollar.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Company shall issue Shares in registered form only.

7.2 All issued registered Shares of the Company shall be registered in the register of Shareholders which shall be kept by the Company or by one or more persons designated thereto by the Company, and such register shall contain the name of each owner of registered Shares, his residence or elected domicile as indicated to the Company, the Sub-Fund, the Class, the series (if relevant) and the number of registered Shares held by him and the amount paid-up on each Share.

7.3 The inscription of the Shareholder’s name in the register of Shareholders evidences his right of ownership on such registered Shares. The Company shall normally not issue certificates for such inscription, but each Shareholder shall receive a written confirmation of his shareholding.

7.4 Transfer of registered Shares shall be effected by a written declaration of transfer to be inscribed in the register of Shareholders, dated and signed by the transferor and transferee, or by persons holding suitable powers of attorney to act therefore. Subject to the provisions of articles 7 and 11 hereof, any transfer of registered Shares shall be entered into the register of Shareholders; such inscription shall be signed by any director or any officer of the Company or by any other person duly authorised thereto by the Board of Directors.

7.5 Shareholders entitled to receive registered Shares shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered in the register of Shareholders.

7.6 In the event that a Shareholder does not provide an address, the Company may permit a notice to this effect to be entered into the register of Shareholders and the Shareholder’s address will be deemed to be at the registered office of the Company, or such other address as may be so entered into by the Company from time to time, until another

address shall be provided to the Company by such Shareholder. A Shareholder may, at any time, change his address as entered in the register of Shareholders by means of a written notification to the Company at its registered office, or at such other address as may be set by the Company from time to time.

7.7 The Company recognises only one owner per Share. If one or more Shares are jointly owned or if the ownership of such Shares(s) is disputed, all persons claiming a right to such Share(s) must appoint a sole attorney to represent such shareholding in dealings with the Company. The failure to appoint such attorney shall result in a suspension of all rights attached to such Share(s). Moreover, in the case of joint Shareholders, the Company reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Company may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

7.8 The Company may decide to issue fractional Shares up to three (3) decimal points. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets of the Company on a pro rata basis.

7.9 Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders of the respective Classes, in respect of registered Shares, by bank transfer or by cheque sent to their mandated addresses in the register of Shareholders.

Art. 8. Issue of Shares.

8.1 The Board of Directors is authorised, without limitation, to issue at any time Shares of no par value, in any Sub-Fund and in any Class, without reserving to the existing Shareholders a preferential right to subscribe for the Shares to be issued.

8.2 The Board of Directors may impose conditions on the issue of Shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board of Directors may determine to be appropriate) and may fix a minimum subscription level. The Board of Directors may also, in respect of a particular Sub-Fund, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge. Any conditions to which the issue of Shares may be submitted will be detailed in the Offering Document. In addition to the foregoing, the Board of Directors may determine to restrict the purchase of Shares when it is in the interest of the Company and/or its Shareholders to do so, including when the Company or any Sub-Fund reaches a size that could impact the ability to find suitable investments for the Company or Sub-Fund.

8.3 The issue price of Shares to be issued is based on the net asset value per Share of the relevant Class in the relevant Sub-Fund, as determined in compliance with article 12 hereof plus any additional premium or fees as determined by the Board of Directors and as disclosed in the Offering Document. Any taxes, commissions and other fees incurred in the respective countries in which the Shares of the Company are sold will also be charged. By exception to the foregoing, Shares of each Class issued during the initial offering period in any Sub-Fund will be offered at an initial subscription price as fixed by the Board of Directors as detailed in the Offering Document.

8.4 Shares shall be allotted only upon acceptance of the subscription and payment of the issue price. The issue price must be received before the issue of Shares. The payment will be made under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors.

8.5 The Company may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation to deliver a valuation report from the auditor (“réviseur d’entreprises agréé”) of the Company. Specific provisions relating to in kind contribution will be detailed in the Offering Document.

8.6 Applications received by the Company or by its duly appointed agents before the applicable subscription deadline as determined by the Board of Directors on each bank business day in Luxembourg shall be settled under the conditions and within the time limits as determined by the Board of Directors.

8.7 The Board of Directors may delegate to any duly authorised director, manager, officer or to any other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of the new Shares to be issued and to deliver them.

8.8 The Company may, in the course of its sales activities and at its discretion, cease issuing Shares, refuse subscription applications in whole or in part and suspend or limit in compliance with article 13 hereof, the sale for specific periods or permanently, to individuals or corporate bodies in particular countries or areas.

Art. 9. Conversion of Shares.

9.1 Unless otherwise decided by the Board of Directors for certain Classes of Shares or Sub-Funds, any Shareholder is entitled to require the conversion of whole or part of his Shares of one Class within a Sub-Fund into Shares of a similar Class within another Sub-Fund or into Shares of another Class within the same or another Sub-Fund, subject to such restrictions as to the terms, conditions and payment of such charges and commissions as the Board of Directors shall determine.

9.2 The price for the conversion of Shares from one Class into another Class shall be computed by reference to the respective net asset value of the two Classes of Shares, calculated on the relevant Valuation Day (as defined under article 13 hereof). If the Valuation Day of the Class of Shares or Sub-Fund taken into account for the conversion does not coincide with the Valuation Day of the Class of Shares or Sub-Fund into which they shall be converted, the Board of Directors may decide that the amount converted will not generate interest during the time separating the two Valuation Days.

9.3 If as a result of any request for conversion the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in any Class of Shares would fall below such number or such value as determined by the Board of Directors, then the Company may decide that this request be treated as a request for conversion for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in such Class.

9.4 The Shares which have been converted into Shares of another Sub-Fund and / or Class shall be cancelled.

Art. 10. Redemption of Shares.

10.1 Unless otherwise decided by the Board of Directors for certain Sub-Funds, any Shareholder may request the redemption of all or part of his Shares by the Company, under the terms and procedures set forth by the Board of Directors in the Offering Document and within the limits provided by Luxembourg law and these Articles.

10.2 The Board of Directors may impose such restrictions as it deems appropriate on the redemption of Shares. The Board of Directors may, in particular, decide that Shares of one or several Sub-Funds are not redeemable during certain periods or may impose notice periods, which must be respected in relation to Shares redemptions. The Board of Directors may also, in respect of a particular Sub-Fund levy a redemption fee and has the right to waive partly or entirely this redemption fee. Any conditions to which the redemption of Shares may be submitted will be detailed in the Offering Document.

10.3 In the event that the Board of Directors receives redemption requests in excess of a certain level determined by the Board of Directors in relation to the net asset value of the Company or of any Sub-Fund as described in the Offering Document (the "Redemption Limitations"), then the Company:

(i) Shall not be bound to redeem Shares on any applicable redemption date in excess of the Redemption Limitations (notwithstanding that, as a result, a particular Shareholder may hold less than the minimum number of Shares which may be held by one Shareholder in the Company).

(ii) May defer all or part of the relevant redemption requests to the next applicable redemption date. All valid redemption requests may be scaled back and / or dealt with in accordance with the procedures applicable in relation to the relevant Sub-Fund as described in the Offering Document.

(iii) May elect to either distribute assets in kind (consistent with the requirements for in-kind distributions stated herein) or sell assets in amounts sufficient to redeem the Shares for which redemption applications have been received. If the Company chooses to distribute assets in kind or to sell assets, the amount due to the Shareholders who have applied to have their Shares redeemed will be based on the applicable net asset value per Share. Cash payments will be made forthwith upon completion of the sales and the receipt by the Company of the proceeds of sale in freely convertible currency. Receipt of the sales proceeds by the Company however may be delayed and the amount ultimately received may not reflect necessarily the net asset value calculation made at the time of the relevant transactions because of possible fluctuations in the currency values and difficulties in repatriating funds from certain jurisdictions. In any case, in kind distributions shall comply with the principle of equal treatment of the Shareholders and the securities so redeemed shall be valued by the Company's auditor ("réviseur d'entreprises agréé").

10.4 The redemption price payable in respect of a valid redemption request, which has been duly accepted, will be equal to the net asset value per Share of the relevant Class of the relevant Sub-Fund determined at close of business on the date of redemption less a redemption fee if the Board of Directors so decides, the amount of which is specified in the Offering Document. Moreover, any taxes, commissions and other fees incurred in connection with the transfer of the redemption proceeds (including inter alia those taxes, commissions and fees incurred in any country in which the Company's Shares are sold) will be charged as a reduction to any redemption proceeds.

10.5 Payment of the redemption price to a Shareholder will be effected, as the Board of Directors may determine, either in cash or in kind, within a reasonable period of time from the date on which the redemption was effective (as described in the Offering Document), without interest. The total or partial in-kind payment of the redemption price may only be made with the consent of the relevant Shareholder. In the event of an in-kind payment, the costs of any transfers of securities to the redeeming Shareholder shall be borne by that Shareholder. To the extent that the Company makes in kind payments in whole or in part, the Company will undertake its reasonable efforts, consistent with both applicable law and the terms of the in-kind assets being distributed, to distribute such in-kind assets to each redeeming Shareholder pro rata on the basis of the redeeming Shareholder's Shares of the relevant Sub-Fund.

10.6 If as a result of any request for redemption, the number or the aggregate net asset value of the Shares held by any Shareholder in the Company or any Sub-Fund would fall below such a minimum number or such value as determined by the Board of Directors in the Offering Document then the Company may decide that this request be treated as a request for redemption for the full balance of such Shareholder's holding of Shares in the Company or in such Sub-Fund.

10.7 A Shareholder may not withdraw his request for redemption of Shares except in the event of a suspension of the determination of the net asset value of the Shares and, in such event, a withdrawal will be effective only if written notification is received by the Company before the termination of the period of suspension. If the request is not so withdrawn, the Company shall proceed to redeem the Shares on the first applicable redemption date following the end of the suspension of determination of the net asset value of the Shares of the relevant Sub-Fund.

10.8 If the net assets of the relevant Sub-Fund on any particular Valuation Day becomes at any time less than the minimum level determined by the Board of Directors pursuant to article 31 hereof, the Company, at its discretion, may

redeem all of the Shares then outstanding. All such Shares will be redeemed at the net asset value per Share less any liquidation or other costs incurred. The Company will notify the Shareholders of the relevant Sub-Fund prior to the effective date for the compulsory redemption by sending a notice directly to the Shareholders at the address contained in the register of Shareholders. The notice will indicate the reasons for and the procedures of the redemption operations.

10.9 Under special circumstances, including but not limited to, the inability to liquidate positions at acceptable price levels as of a redemption date or default or delay in payments due to the relevant Sub-Fund from brokers, banks or other persons or entities, the Company may in turn delay payments to redeeming Shareholders of the proportionate part of the net asset value of the Shares redeemed equal to the proportionate part of the relevant Sub-Fund's aggregate net asset value allocable to all Shares being redeemed, and represented by the sums which are the subject of such default or delay. In addition, the Company may suspend redemptions and defer payment of the redemption proceeds in respect of Shares during any period when the determination of the net asset value of the relevant Sub-Fund is suspended in accordance with the Offering Document.

10.10 The Company may at any time compulsorily redeem Shares from all Shareholders who are found to be Ineligible Investors pursuant to article 11 below.

10.11 All redeemed Shares shall be cancelled.

Art. 11. Restrictions on Ownership of Shares.

11.1 The Company has to restrict or prevent the ownership of Shares in the Company by any person, firm or corporate body, namely any person in breach of any law or requirement of any country or governmental authority and any person which is not qualified to hold such Shares by virtue of such law or requirement or if in the opinion of the Company such holding may be detrimental to the Company, particularly if the holding of Shares by such person results in a breach of law or regulations whether Luxembourg or foreign, or if as a result thereof the Company may become subject to laws other than those of the Grand Duchy of Luxembourg (including without limitation tax laws) (any such person an "Ineligible Investor").

11.2 For the purpose of this article 11, shall be considered as an Ineligible Investor:

(i) any investor (other than (i) the members of the Board of Directors or (ii) any other person involved in the management of the Company) who does not qualify as a "well-informed investor" within the meaning of article 2 of the SIF Law (pursuant to such article, a "well-informed investor" is (a) an institutional investor, (b) a professional investor, or (c) any other investor who adheres in writing to the status of well-informed investor and who alternatively (i) invests at least EUR 125,000 in a particular specialised investment fund or (ii) who has been subject to an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC or by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within Directive 2001/107/EC certifying the investor's expertise, experience and knowledge in adequately appraising an investment in the relevant specialised investment fund); and

(ii) any investor who qualifies as a well-informed investors but whose holding of Shares in the Company could, in the opinion of the Board of Directors, result in legal, pecuniary, competitive, regulatory, tax or material administrative disadvantage to the Company, any Sub-Fund or the Shareholders.

11.3 For such purposes the Company has to:

(a) decline to issue any Share and decline to register any holding of a Share, where it appears to it that such registration or holding would or might result in legal or beneficial ownership of such Share by an Ineligible Investor; and

(b) at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the holding of Shares on the register of Shareholders to furnish it with any information, eventually supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Shareholder's Shares rests in an authorised person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Shares by an Ineligible Investor; and

(c) decline to accept the vote of any Ineligible Investor at any meeting of Shareholders of the Company; and

(d) where it appears to the Company that any Ineligible Investor either alone or in conjunction with any other person is a beneficial owner of Shares, demand to such Shareholder to sell his Shares and to provide to the Company evidence of the sale within thirty (30) days from the notice of such demand. If such Shareholder fails to comply with its demand, the Company may compulsorily redeem from any such Shareholder all Shares held by it as follows:

- The Company shall serve a second notice (the "purchase notice") upon the Shareholder holding such Shares or appearing in the register of Shareholders as the owner of the Shares to be purchased, specifying the Shares to be purchased as aforesaid, the manner in which the purchase price will be calculated and the name of the purchaser.

Any such notice may be served upon such Shareholder by posting the same in a registered envelope addressed to such Shareholder at his last address known to or appearing in the books of the Company.

Immediately after the close of business on the date specified in the purchase notice, such Shareholder shall cease to be the owner of the Shares specified in such notice and his/her/its name shall be removed from the register of Shareholders.

- The price at which each such Share is to be purchased (the "purchase price") shall be an amount based on the net asset value per Share of the relevant Sub-Fund as at the Valuation Day following the date of the purchase notice, less any service charge provided therein.

- Upon final determination of the purchase price, the relevant amount shall be made available to the relevant former Shareholder in US Dollar and deposited for payment at a bank in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere (as specified in the purchase notice). The former Shareholder shall not have any claim against the Company or its assets, except the right to receive the purchase price (without interest) from such bank. Any funds receivable by a Shareholder under this paragraph, but not collected within a period of five (5) years from the date specified in the purchase notice, may not thereafter be claimed and shall revert to the Company. The Board of Directors shall have the power to take any steps necessary to perfect such reversion and to authorise such action on behalf of the Company.

11.4 The exercise by the Company of the powers conferred by this article shall not be questioned or invalidated in any case on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Company at the date of any purchase notice, provided in such case the said powers were exercised by the Company in good faith.

Art. 12. Calculation of the Net Asset Value.

12.1 The net asset value per Share as of a Valuation Day (as defined under article 13 of these Articles) of each Sub-Fund results from dividing the total net assets of the Company attributable to such Sub-Fund, being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Sub-Fund on any such Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Sub-Fund than outstanding. The net assets of each Sub-Fund are equal to the difference between the asset values of the Sub-Fund and its liabilities. The net asset value per Share is calculated in the base currency of the relevant Sub-Fund and may be expressed in such other currencies as the Board of Directors may decide.

12.2 The total net assets of the Company are expressed in US Dollar and correspond to the sum of the net assets of all Sub-Funds of the Company.

12.3 The assets of each Sub-Fund shall include:

- 1) all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest accrued thereon;
- 2) all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Sub-Fund;
- 4) all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Sub-Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) the preliminary expenses of the Company in relation to the Sub-Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Sub-Fund, insofar as the same have not been written off;
- 7) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Sub-Fund has an open position in;
- 8) all other assets of any kind and nature, including expenses paid in advance.

12.4

12.4.1 The value of such assets shall be determined as follows:

(1) The value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true thereof.

(2) Securities which are listed on an official stock exchange or traded on any other regulated market trading regularly, being recognized and open to the public will be valued at the last available price on the principal market on which such securities are traded, as furnished by a pricing service approved by the Board of Directors.

(3) The liquidating value of futures, forward or option contracts not traded on exchanges or on other organized markets means their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Board of Directors, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts traded on exchanges or on other regulated markets are based upon the last available settlement prices of these contracts on exchanges and regulated markets on which the particular futures, forward or option contracts are traded by the Company for the Sub-Fund; provided that if a futures, forward or options contract cannot be liquidated on the day with respect to which total net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract is such value as the Board of Directors may deem fair and reasonable.

(4) Interest rate swaps are valued at their market value established by reference to the applicable interest rate curves. Index and financial-instruments-rated swaps are valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or the financial-instrument-related swap agreement is based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Board of Directors.

(5) Shares / units issued by undertakings for collective investment shall be valued at their last available net asset value or in accordance with item (2) above where such shares / units are listed.

(6) All other assets of any kind or nature will be valued at their net realisable value as determined in good faith by or under the responsibility of the Board of Directors in accordance with generally accepted valuation principles and procedures.

12.4.2 The value of all assets and liabilities not expressed in US Dollar, respectively in the reference currency of the Sub-Fund will be converted into US Dollar on basis of the exchange rates used for the net asset value calculation of that same Valuation Day.

12.4.3 The Board of Directors may, at its discretion, permit that other methods of valuation be used, if it considers that such methods would better reflect the fair realisation value of any asset of the Sub-Fund.

12.4.4 In the case of extensive redemption applications, the Board of Directors may establish the value of the Shares on the basis of the prices at which the necessary sales of assets of the Sub-Fund are effected. In such an event, the same basis for calculation shall be applied for subscription and redemption applications submitted at the same time.

12.4.5 All valuation regulations and determinations shall be interpreted and made in accordance with generally accepted accounting principles.

12.4.6 If since the time of determination of the net asset value there has been a material change in the quotations in the markets on which a substantial portion of the investments of the Sub-Fund are dealt in or quoted, the Board of Directors may, in order to safeguard the interests of the Shareholders and the Sub-Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation. Subscriptions, conversions and redemptions will be effected on the basis of such second valuation.

12.4.7 In the absence of bad faith, negligence or manifest error, every decision or action in calculating the net asset value taken by the Board of Directors or by the central administrative agent which the Board of Directors appoints for the purpose of calculating the net asset value, shall be final and binding on the Company and present, past or future Shareholders.

12.5 The liabilities of a Sub-Fund shall include:

- a) all loans, bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on loans (including accrued fees for commitment for such loans);
- c) all accrued or payable expenses (including inter alia administrative expenses, advisory and management fees, including incentive fees, Depositary fees, and corporate agents' fees);
- d) all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money or, including the amount of any unpaid distributions declared by the Company in relation to the Sub-Fund;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the valuation day, as determined from time to time by the Board of Directors, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board of Directors;
- f) all other liabilities of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such liabilities the Board of Directors shall take into account all expenses payable by the Sub-Fund which shall comprise formation expenses, fees payable to investment managers or investment advisors, including performance related fees, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the Company's accountants, Depositary and its correspondents, central administrative agent, any paying agent, any prime broker, any private placement agents and permanent representatives in places of registration, as well as any other agent employed by the Company, the remuneration of the directors and their reasonable out-of-pocket expenses, reasonable travelling costs in connection with Board of Directors meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Company with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, if applicable, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing the Offering Document, further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value, the cost of printing certificates if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding Shareholders' and Board of Directors' meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, telephone and telex. The Company may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

12.6 The assets and liabilities of a Sub-Fund shall be allocated as follows:

- a) The proceeds to be received from the issue of Shares of a Sub-Fund shall be applied in the books of the Company to the relevant Sub-Fund;
- b) Where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Company to the same Sub-Fund as the assets from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Sub-Fund;
- c) Where the Company incurs a liability which relates to any asset of a particular Sub-Fund or to any action taken in connection with an asset of a particular Sub-Fund, such liability shall be allocated to the relevant Sub-Fund;
- d) Upon the record date for determination of the person entitled to any dividend declared on Shares of any Sub-Fund, the assets of such Sub-Fund shall be reduced by the amount of such dividends.

e) In the case where any asset or liability of the Company cannot be considered as being attributable to a particular Sub-Fund, such asset or liability shall be allocated to all the Sub-Funds pro rata to the net asset values of the relevant Sub-Fund or in such other manner as determined by the Board of Directors acting in good faith.

12.7 For the purposes of the net asset value computation:

a) Shares of a Sub-Fund to be redeemed under article 10 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board of Directors on the relevant valuation time and from such time and until paid the price therefor shall be deemed to be a liability of the Sub-Fund.

b) Shares to be issued by a Sub-Fund shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board of Directors on the valuation time, and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Sub-Fund.

c) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant Sub-Fund is calculated shall be valued on basis of the exchange rates used for the net asset value calculation of that same Valuation Day. And

d) Where on any valuation time the Company has contracted, in relation to a Sub-Fund, to:

- Purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the relevant Sub-Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of such Sub-Fund;

- Sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the relevant Sub-Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of such Sub-Fund;

- Provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such valuation time, then its value shall be estimated by the Board of Directors.

Art. 13. Frequency and Temporary Suspension of the Calculation of the Net Asset Value per Share and of the Issue, Redemption and Conversion of Shares.

13.1 The net asset value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of the Shares of all Sub-Funds shall be calculated from time to time by the Board of Directors or any agent appointed therefor by the Board of Directors, at the frequency as determined in the Offering Document with respect to each Sub-Fund but at least on a yearly basis (such day or time of calculation being referred to herein as a "Valuation Day").

13.2 The Board of Directors may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued; the Board of Directors may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periodicity as provided for in article 8 and / or elsewhere in these Articles and / or in the Offering Document.

13.3 The Company may suspend the determination of the net asset value per Share and the issue, redemption and conversion of Shares of any Sub-Fund:

a) During any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which any substantial portion of the investments attributable to such Sub-Fund from time to time is quoted or dealt in, or when the foreign exchange markets corresponding to the currencies in which the net asset value or a considerable portion of the relevant Sub-Fund's assets are denominated, is closed, excluding ordinary holidays, or during which dealings thereon are restricted or suspended, provided that the closing of such exchange or such restriction or suspension affects the valuation of the investments of the Sub-Fund quoted thereon; or

b) During the existence of any state of affairs which constitutes an emergency as a result of which disposals or valuation of assets owned by the Sub-Fund would be impracticable or such disposal or valuation would be detrimental to the interests of Shareholders; or

c) During any breakdown in the means of communication normally employed in determining the price or value of any of the investments of the relevant Sub-Fund or the current price or values on any stock exchange in respect of the assets attributable to the Sub-Fund; or

d) When for any other reason the prices of any investments attributable to such Sub-Fund cannot promptly or accurately be ascertained; or

e) During any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of the Shares or during which any transfer funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of Shares cannot in the opinion of the Board of Directors be effected at normal rates of exchange; or

f) Upon the publication of a notice convening a general meeting of Shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company or of the Sub-Fund.

Art. 14. Side Pockets.

14.1 The Board of Directors may decide, in the interest of Shareholders, to segregate certain assets from a Sub-Fund's portfolio (e.g. assets which have become illiquid or hard to evaluate) within a "side pocket", the form and specificities of which will be disclosed to the relevant Sub-Fund's Shareholders by way of notice. The creation and implementation of a side pocket shall not require any approval by the relevant Sub-Fund's Shareholders.

14.2 Side pockets may be created in any form authorized in the Grand Duchy of Luxembourg and may result, amongst others, in Shareholders becoming Shareholders of an additional new Class (within the same Sub-Fund or within a new

Sub-Fund) or Sub-Fund. In this respect, any provisions of these Articles normally applicable to a Class / Sub-Fund which are incompatible with the implementation the side pocket shall be set aside if the interest of the relevant Shareholders so requires.

14.3 Upon creation of a side pocket, the net asset value of the relevant Sub-Fund shall be reduced so that it takes into account only such assets of the Sub-Fund which would have not been isolated within the side pocket.

14.4 The Board of Directors will try to sell the assets isolated in any side pocket on the market. Shareholders of the Sub-Fund in relation to which a side pocket has been created shall be entitled to receive a portion of the assets (in cash or in kind) of such side-pocket at its liquidation; such portion shall be proportional to their shareholding in the relevant Sub-Fund at the time of creation of the side pocket.

Title III - Administration and supervision

Art. 15. Directors.

15.1 The Company shall be managed by a Board of Directors composed of not less than three members who need not be Shareholders of the Company. They shall be elected for a term not exceeding six years.

15.2 The directors shall be elected by the Shareholders at a general meeting of Shareholders; the latter shall further determine their remuneration, if applicable, and the term of their office.

15.3 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution approved by a simple majority taken at a general meeting of Shareholders.

15.4 In the event of a vacancy in the office of director the remaining directors may temporarily fill such vacancy. The Shareholders shall take a final decision regarding such nomination at their next general meeting of Shareholders.

Art. 16. Board of Directors Meetings.

16.1 The Board of Directors shall choose from among its members a chairman, and may choose from among its members one or more vice-chairmen. It may also choose a secretary, who needs not be a director, who shall write and keep the minutes of the meetings of the Board of Directors and of the Shareholders. The Board of Directors shall meet upon call by the chairman, or any two directors, at the place indicated in the notice of meeting.

16.2 The chairman shall preside at all meetings of the directors. In his absence, the Shareholders or the Board of Directors members shall decide by a majority vote that another director, or in case of a Shareholders' meeting, that any other person shall be in the chair of such meetings.

16.3 Written notice of any meeting of the Board of Directors shall be given to all directors at least twenty-four hours prior to the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of meeting. This notice may be waived by consent in writing, by telefax, electronic mail or any other similar means of communication. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places fixed in a resolution adopted by the Board of Directors.

Art. 17. Board of Directors' Resolutions.

17.1 The directors may only act at duly convened meetings of the Board of Directors. The Directors may not bind the Company by their individual signatures, except if specifically authorized thereto by resolution of the Board of Directors.

17.2 The Board of Directors can deliberate and act validly only if at least the majority of the directors or any other number of directors that the Board of Directors may determine are present or represented. Decisions of the Board of Directors shall be taken by a majority vote of the directors present or represented at such meeting. If at any meeting the number of votes for and against a resolution are equal, the chairman of the meeting will have a casting vote.

17.3 Any director may act at any meeting by appointing in writing or by telefax, electronic mail or any other similar means of communication another director as his proxy.

17.4 Any director may participate in a meeting of the Board of Directors by conference call or similar means of communications equipment whereby all persons participating in the meeting can hear each other, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

17.5 Resolutions in writing approved and signed by all directors shall have the same effect as resolutions voted at the directors' meetings; each director shall approve such resolution in writing or by telefax, electronic mail or any other similar means of communication. Such approval shall be confirmed in writing and all documents shall form the record that proves that such decision has been taken.

17.6 Resolutions of the Board of Directors will be recorded in minutes signed by the chairman of the meeting. Copies of extracts of such minutes to be produced in judicial proceedings or elsewhere will be validly signed by the chairman of the meeting or any two directors.

Art. 18. Powers of the Board of Directors.

18.1 The Board of Directors is vested with the broadest powers to perform all acts of disposition and administration within the Company's purpose, in compliance with the investment policies and restrictions as determined in article 21 hereof.

18.2 All powers not expressly reserved by law or by the present Articles to the general meeting of Shareholders are in the competence of the Board of Directors.

Art. 19. Corporate Signature. Vis-à-vis third parties, the Company is validly bound by the joint signatures of any two directors or by the individual signature of any director or officer to whom authority has been delegated by the Board of Directors.

Art. 20. Delegation of Powers.

20.1 The Board of Directors may delegate its powers to conduct the daily management and business of the Company (including the right to act as an authorised signatory for the Company) in the frame of the daily management and its powers to carry out acts in furtherance of the corporate policy and purpose to one or several members of the Board of Directors or other physical persons or corporate entities, which need not to be members of the Board of Directors. In case of delegation to a member of the Board of Directors, authorization has to be granted by the Shareholders' meeting.

20.2 The Board of Directors may appoint any officers, including a general manager and any assistant general managers as well as any other officers that the Company deems necessary for the operation and management of the Company. Such appointments may be cancelled at any time by the Board of Directors. The officers need not be directors or Shareholders of the Company. Unless otherwise stipulated by these Articles, the officers shall have the rights and duties conferred upon them by the Board of Directors. The Board of Directors may furthermore appoint other agents, who need not to be members of the Board of Directors and who will have the powers determined by the Board of Directors.

20.3 The Board of Directors may create from time to time one or several committees composed of Board members and/or external persons and to which it may delegate powers and roles as appropriate.

Art. 21. Investment Policies and Restrictions. The Board of Directors, based upon the principle of risk diversification, has the power to determine the investment policies and strategies of each Sub-Fund of the Company and the course of conduct of the management and business affairs of the Company, within the restrictions as shall be set forth by the Board of Directors in compliance with the SIF Law and as laid down in the laws and regulations of those countries where the Shares are offered for sale, or shall be adopted from time to time by resolutions of the Board of Directors and as shall be described in the Offering Document.

Art. 22. Conflict of Interests.

22.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm. Any director or officer of the Company who serves as a director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

22.2 In the event that any director or officer of the Company may have in any transaction of the Company an interest different to the interests of the Company, such director or officer shall make known to the Board of Directors such conflict of interest and shall not consider or vote on any such transaction and such transaction, and such director's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding meeting of Shareholders.

22.3 The term "conflict of interests", as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or interest in any matter, position or transaction involving the initiator, the investment advisor(s) (if any), the investment manager(s) (if any), the Depositary, the distributor(s) (if any) as well as any other person, company or entity as may from time to time be determined by the Board of Directors at its discretion.

Art. 23. Indemnification of Directors.

23.1 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at its request, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or wilful misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty.

23.2 The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which any director or officer may be entitled.

Art. 24. Auditor.

24.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent authorized auditor ("réviseur d'entreprises agréé") appointed by the general meeting of Shareholders and remunerated by the Company out of the Sub-Funds' assets.

24.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the SIF Law.

Title IV - General meetings of shareholders

Art. 25. Powers.

25.1 The general meeting of Shareholders shall represent the entire body of Shareholders of the Company.

25.2 Its resolutions shall be binding upon all the Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Company.

Art. 26. Annual General Meetings of Shareholders.

26.1 The annual general meeting shall be held at the registered office of the Company or at such other place as specified in the notice of meeting, on the third Wednesday of the month of June at 11 a.m.. If such day is a legal or a bank holiday in Luxembourg, the annual general meeting shall be held on the next following bank business day in Luxembourg.

26.2 The annual general meeting may be held abroad if, in the opinion of the Board of Directors, exceptional circumstances beyond the scope of the Company's or of its Shareholders' control will so require.

Art. 27. Other General Meetings of Shareholders.

27.1 The Board of Directors may convene other general meetings of Shareholders; Shareholders representing ten per cent (10%) of the share capital may also request the Board of Directors to call a general meeting of Shareholders.

27.2 Such other general meetings of Shareholders may be held at such places and times as may be specified in the respective notices of the meeting.

Art. 28. Procedure.

28.1 The general meetings of Shareholders shall be convened by the Board of Directors pursuant to a notice setting forth the agenda and sent to the Shareholders by registered letter at least eight (8) calendar days prior to the meeting. Shareholders representing at least ten per cent (10%) of the Share capital may request the adjunction of one or several items to the agenda of any general meeting of Shareholders. Such request must be addressed to the Company's registered office by registered mail at least five (5) calendar days before the date of the meeting. If all Shareholders are present or represented and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of the meeting.

28.2 Notices to Shareholders may be mailed by registered mail only.

28.3 The Board of Directors may determine all other conditions, which must be fulfilled by the Shareholders in order to attend a general meeting of Shareholders.

28.4 The general meeting of Shareholders may appoint a director or any other person as chairman. The chairman of such meeting of Shareholders shall designate a secretary who may be instructed to keep the minutes of the meetings of the general meeting of Shareholders as well as to carry out such administrative and other duties as directed from time to time by the chairman.

Art. 29. Vote.

29.1 The business transacted at any meeting of the Shareholders shall be limited to the matters contained in the agenda (which shall include all matters required by law) and business incidental to such matters.

29.2 Each Share in whatever Sub-Fund is entitled to one vote, in compliance with Luxembourg law and these Articles. Only full Shares are entitled to vote. A Shareholder may act at any meeting of Shareholders by giving a written proxy to another person, who needs not to be a Shareholder and who may be a director of the Company.

29.3 Unless otherwise provided by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented whose votes have been validly cast.

29.4 Any resolution of the general meeting of Shareholders affecting the rights of the holders of Shares of any Sub-Fund vis-à-vis the rights of the holders of Shares of any other Sub-Fund(s), shall be subject in respect of each Sub-Fund such to the quorums and majority requirements described in article 37 hereof.

Art. 30. General Meetings of Shareholders of Sub-Fund(s) or Class(es).

30.1 The Shareholders of any Sub-Fund and / or Class of Shares may hold, at any time, general meetings of Shareholders to decide on any matter, which relate exclusively to such Sub-Fund and/or Class, such as the allocation of results.

30.2 The provisions of articles 28, 29.1 and 29.2 shall apply to such general meetings of Shareholders. Unless otherwise provided for by law or herein, resolutions of the general meeting of Shareholders of a Sub-Fund and/or Class are passed by a simple majority vote of the Shareholders present or represented.

Art. 31. Term, Liquidation and Merger of Sub-Funds.

31.1 The Sub-Funds may be created for an undetermined period of time or for a fixed period of time as provided for in the Offering Document. In case a Sub-Fund is created for a fixed period, it will terminate automatically on its maturity date provided for in the Offering Document.

31.2 The Board of Directors may decide to liquidate one Sub-Fund if the net assets of such Sub-Fund have decreased to, or have not reached, an amount determined by the Board of Directors to be the minimum level for such Sub-Fund to be operated in an economically efficient manner or if a change in the economic or political situation relating to the

Sub-Fund concerned would justify such liquidation. Any Shareholders will be notified by the Company of any decision to liquidate the relevant Sub-Fund prior to the effective date of the liquidation and the notice will indicate the reasons for, and the procedures of, the liquidation operations.

31.3 Unless the Board of Directors otherwise decides in the interest of, or to keep equal treatment between, the Shareholders, the Shareholders of the Sub-Fund concerned may continue to request redemption of their Shares.

31.4 In the same circumstances as provided above, the Board of Directors may decide to terminate one Sub-Fund and contribute its assets into another Sub-Fund (the “new Sub-Fund”) or into another regulated undertaking for collective investment or other regulated investment vehicle or into a sub-fund of another regulated undertaking for collective investment or other regulated investment vehicle (the “new portfolio”). The Board of Directors may resolve to amalgamate two or more Sub-Funds if it believes that such a course of action is in the best interests of the Shareholders of the relevant Sub-Funds. Affected Shareholders will be notified any such decision and relevant information in relation to the new Sub-Fund / new portfolio. Notice will be provided at least one (1) month before the date on which the amalgamation becomes effective in order to enable Shareholders to request that their Shares be redeemed without redemption charge before the amalgamation is completed.

31.5 Where the Board of Directors does not have the authority to do so or where the Board of Directors determines that the decision should be put to Shareholders for their approval, the decision to liquidate or to merge a Sub-Fund may instead be taken at a meeting of Shareholders of the relevant Sub-Fund. At the relevant meeting of Shareholders in the Sub-Fund, no quorum will be required and any decision to liquidate or merge must be approved by Shareholders holding at least a simple majority of the Shares present or represented. Shareholders will be notified by the Company of any resolution to proceed with liquidation or amalgamation at least one (1) month before the effective date of the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund in order to enable Shareholders to request redemption or switching of their Shares without redemption or switching charges before the liquidation or amalgamation of the Sub-Fund takes place.

Art. 32. Consolidation/Splitting.

32.1 The Board of Directors may consolidate or split the Shares of a Sub-Fund.

32.2 A consolidation or split may also be resolved by a general meeting of Shareholders of the Sub-Fund and / or Class concerned deciding, without any quorum requirements, at the simple majority of the Shares present and represented.

Title V - Accounting year - Distributions

Art. 33. Accounting Year. The accounting year of the Company shall commence each year on 1 January and shall terminate on 31 December of the same year.

Art. 34. Distributions.

34.1 The general meeting of Shareholders in respect of each Sub-Fund and/or Class, within the limits provided by law, shall determine how the profits, if any, of the Company shall be treated, and from time to time may declare dividends, provided, however, that the capital of the Company does not fall below the prescribed minimum capital.

34.2 The Board of Directors may decide to pay interim dividends in compliance with these Articles and the conditions set forth by law.

34.3 Dividends shall be paid in US Dollar or in the reference currency of a Sub-Fund or, in any currency required by the relevant Shareholder (in such case, at the Shareholder’s charge) at such time and place that the Board of Directors shall determine from time to time.

34.4 An income equalisation amount may be calculated by reference to the amount of the monthly net asset value per Share representing accrued net income (or deficit) or accrued net realised capital gains (or losses) at the time when a subscription or a redemption is made so that the dividend correspond to the actual entitlement.

34.5 No interest shall be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

34.6 A dividend declared but not paid on a Share cannot be claimed by the holder of such Share after a period of five (5) years from the notice given thereof, unless the Board of Directors has waived or extended such period in respect of all Shares, and shall otherwise revert after expiry of the period to the relevant Sub-Fund of the Company. The Board of Directors shall have power from time to time to take all steps necessary and to authorise such action on behalf of the Company to perfect such reversion.

34.7 Dividends may only be declared and paid in accordance with the provisions of this article with respect to distribution Shares and no dividends will be declared and paid with respect to capitalisation Shares.

Art. 35. Depositary.

35.1 The Company will appoint a Depositary which meets the requirements of the SIF Law.

35.2 The Depositary shall fulfil the duties and responsibilities as provided for by the SIF Law.

35.3 If the Depositary wishes to withdraw, the Board of Directors shall use its best endeavours to find a successor depositary within two (2) months of such withdrawal. The Board of Directors may terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor depositary shall have been appointed to act in its the place.

Art. 36. Dissolution.

36.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the general meeting of Shareholders subject to the quorum and majority requirements referred to in article 37 hereof.

36.2 Whenever the share capital falls below the two thirds (2/3) of the minimum capital indicated in article 5.2 hereof, the question of the dissolution of the Company shall be referred to the general meeting of Shareholders by the Board of Directors. The general meeting of Shareholders, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the votes of the Shares present and represented at the meeting.

36.3 The question of the dissolution of the Company shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one fourth (1/4) of the minimum capital set by article 5.2 hereof; in such an event, the general meeting of Shareholders shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided by the votes of the Shareholders holding one fourth (1/4) of the Shares represented at the meeting.

36.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from the discovery that the net assets of the Company have fallen below two thirds (2/3) or one fourth (1/4) of the legal minimum, as the case may be.

36.5 In the event of a dissolution of the Company, liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) named by the meeting of Shareholders effecting such dissolution and which shall determine their powers and their compensation. The operations of liquidation will be carried out pursuant to the SIF Law.

36.6 The net proceeds of liquidation corresponding to each Sub-Fund shall be distributed by the liquidator(s) to the holders of Shares of each Sub-Fund in proportion to their holding in the respective Sub-Fund(s).

Art. 37. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a general meeting of Shareholders subject to the quorum requirements provided by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

Art. 38. Statement. Words importing a masculine gender also include the feminine gender and words importing persons or Shareholders also include corporations, partnerships, associations and any other organised group of persons whether incorporated or not.

Art. 39. Applicable Law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Luxembourg law of 10 August 1915 on companies and the SIF Law as such laws have been or may be amended from time to time.

Transitory dispositions

1) The first accounting year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31 December 2015.

2) The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2016.

Subscription and payment

The share capital of the Company is subscribed as follows:

Ruthenium Capital AG, prequalified, subscribes for five (5) Shares, resulting in a total payment of fifty thousand US Dollar (USD 50,000).

Evidence of the above payment, totalling fifty thousand US Dollar (USD 50,000) was given to the undersigned notary.

The subscriber declared that upon determination by the Board of Directors, pursuant to the Articles, of the various Classes of Shares which the Company shall have, it will elect the Class or Classes of Shares to which the Shares subscribed to by it shall appertain.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on companies and expressly states that they have been fulfilled.

Expenses

The expenses of the Company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 3,000.-

Resolutions of the sole shareholder

The above party representing the entire subscribed capital, immediately passed the following resolutions:

1. The registered office of the Company is set at 33 A, Avenue J. F. Kennedy, L-1855 Luxembourg.
2. The number of directors is fixed at three (3) and the following persons are elected as directors for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2016:
 - Timur Salikov, born in Moscow (Russian Federation) on 1 August 1982, residing at 4, 4-Y Lesnoy Pereulok, Moscow 125047 (Russian Federation);

- Maxim Popov, born in Moscow (Russian Federation) on 15 November 1987, residing at 4th Lesnoy Lane, Moscow 125047 (Russian Federation); and

- Roberto Enrico Di Carlo, born in Villa d'Almé (Italy), on 30 September 1950, residing at 19, rue de Bitbourg L-1273 Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg);

3. The following is elected as independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) of the Company for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31 December 2016:

PricewaterhouseCoopers, Société cooperative, 400, route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the proxyholder of the above appearing party, this deed is worded in English.

Whereof this notarial deed is drawn up on the date named at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Signé: C. SCHIBGILLA et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C. 1, le 2 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/55. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 3 février 2015.

Référence de publication: 2015019950/751.

(150023581) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

Intrasteel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 42.093.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale extraordinaire, réunie en date du 5 février 2015, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

1. De transférer le siège social au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg, avec effet au 26 janvier 2015.

2. De prendre acte de la démission du délégué à la gestion journalière, BPH Finance S.A., par lettre adressée à la Société le 26 janvier 2015 et nomination de Monsieur Marc KOEUNE, économiste, de nationalité luxembourgeoise, né le 4 octobre 1969 à Luxembourg et domicilié professionnellement à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, en son remplacement, avec effet au 26 janvier 2015, dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en l'an 2020.

De prendre également acte de la démission des administrateurs FMS SERVICES S.A., S.G.A. SERVICES S.A. et Monsieur Norbert SCHMITZ, par lettres adressées à la Société le 26 janvier 2015 et de nommer en leur remplacement, avec effet au 26 janvier 2015:

- Monsieur Marc KOEUNE, préqualifié;

- Monsieur Michaël ZIANVENI, juriste, de nationalité française, né le 4 mars 1974 à Villepinte (France) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

- Monsieur Denis BREVER, employé privé, de nationalité belge, né le 2 janvier 1983 à Malmedy (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg;

- Monsieur Jean-Yves NICOLAS, employé privé, né le 16 janvier 1975 à Vielsalm (Belgique) et domicilié professionnellement au 18, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Leur mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020. Le nombre d'administrateurs de la Société est ainsi porté de 3 à 4.

3. De prendre acte de la démission de Monsieur Eric HERREMANS de son mandat de Commissaire aux comptes, par lettre adressée à la Société le 26 janvier 2015 et nomme en son remplacement, avec effet au 26 janvier 2015, la société CeDerLux-Services S.à r.l., ayant son siège social à L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 79327, dont le mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle qui se tiendra en l'an 2020.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2015019729/34.

(150023748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2015.

ELI S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1311 Luxembourg, 11, boulevard Marcel Cahen.

R.C.S. Luxembourg B 61.091.

—
DISSOLUTION

L'an deux mil quatorze, le dix-neuf décembre.

Par-devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

Madame Ioulia MITROFANOVA, gérante de société, demeurant au 110, rue de Bridel, L-7217 Bereldange, représentée en vertu d'une procuration sous seing privé par Monsieur Dominique FONTAINE, employé privé, demeurant professionnellement à 142-144, rue Albert Unden, L-2652 Luxembourg.

Le comparant a exposé au notaire et l'a prié d'acter ce qui suit:

- Que la Société dénommée «ELI S.à r.l.», est une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous la section B et le numéro B61091, établie et ayant son siège social au 11, Boulevard Marcel Cahen, ci-après nommée la "Société", a été constituée aux termes d'un acte reçu par Maître Jean-Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Sanem, le 3 octobre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, n°20 du 10 janvier 1998;

- Que les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis;

- Que le capital social de la Société est fixé à douze mille trois cent quatre-vingt-quatorze euros et soixante-huit cents (12.394,68 EUR) représenté par cinq cents (500) parts sociales de vingt-quatre euros et soixante-dix-neuf cents (24,79 EUR) chacune, entièrement souscrites et libérées;

- Que l'associé unique, s'est rendu successivement propriétaire de la totalité des parts sociales de la Société;

- Que l'activité de la Société ayant cessé, l'associé unique, représenté comme dit ci-avant, siégeant comme associé unique en assemblée générale extraordinaire modificative des statuts de la Société prononce la dissolution anticipée de la Société avec effet immédiat;

- Que l'associé unique, se désigne comme liquidateur de la Société, qu'en cette qualité il requiert le notaire instrumentant d'acter qu'il déclare que tout le passif de la Société est réglé et que le passif en relation avec la clôture de la liquidation est dûment approvisionné; en outre il déclare que par rapport à d'éventuels passifs de la Société actuellement inconnus et non payés à l'heure actuelle, il assume irrévocablement l'obligation de payer tout ce passif éventuel; qu'en conséquence tout le passif de ladite Société est réglé;

- Que la déclaration du liquidateur a fait l'objet d'une vérification, suivant rapport en annexe, conformément à la loi, par la société STRATEGO INTERNATIONAL, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 370, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, enregistrée à Luxembourg sous le numéro RC: B 45.163, désigné "commissaire à la dissolution" par l'associé unique de la Société;

- Que pourtant la dissolution de la Société est à considérer comme faite et clôturée;

- Que décharge pleine et entière est donnée aux gérants et au commissaire-vérificateur de la Société;

- Que les livres et documents de la Société sont conservés pendant cinq ans au domicile de l'associé unique à L-7217 Bereldange, 110, rue de Bridel;

- Que pour l'accomplissement des formalités relatives aux transcriptions, publications, radiations, dépôts et autres formalités à faire en vertu des présentes, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition des présentes pour accomplir toutes les formalités.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite en langue du pays au comparant, connu du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ledit comparant a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: D. Fontaine et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 23 décembre 2014. LAC/2014/62976. Reçu soixante-quinze euros (75.- €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

POUR COPIE CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 février 2015.

Référence de publication: 2015020995/53.

(150024778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

LSREF Summer Loans, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.625,00.

Siège social: L-8070 Bertrange, 33, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 147.682.

Le 7 janvier 2015, l'associé unique de la Société (i) a pris acte de la démission de M. Michael Duke Thomson, en tant que gérant A de la Société, avec effet au 31 décembre 2014 et (ii) a approuvé la nomination comme gérant A de la Société, avec effet au 1^{er} janvier 2015, de:

- M. Patrick Steinhauser, né le 21 avril 1975 à Baden-Baden (Allemagne), résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg.

Il résulte de ce qui précède, qu'avec effet au 1^{er} janvier 2015, le conseil de gérance de la Société est constitué des gérants A suivants, élus pour une durée indéterminée:

- M. Patrick Steinhauser, gérant A;
- M. Philippe Detournay, gérant A; et
- M. Philippe Jusseau, gérant A.

Conseil de gérance:

- M. Patrick Steinhauser, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

- M. Philippe Detournay, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A; et

- M. Philippe Jusseau, résidant professionnellement à l'Atrium Business Park-Vitrum, 33, rue du Puits Romain, L-8070 Bertrange, Grand Duché de Luxembourg, Gérant A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le 7 janvier 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015021196/29.

(150024438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Parfinlux S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 48.619.

EXTRAIT

A&C MANAGEMENT SERVICES, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 80, rue des Romains, L-8041 Strassen a été nommée en tant que dépositaire des actions au porteur de la société en date du 23/01/2015, et ce suivant les dispositions de la Loi du 28 juillet 2014 relative à l'immobilisation des actions ou parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015021320/13.

(150024963) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.

Randstad Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1616 Luxembourg, 5, place de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 138.753.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 février 2015.

Référence de publication: 2015021352/10.

(150024156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 février 2015.